

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 4283

[2004/203246]

**3 JUIN 2004. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution du décret du 12 février 2004
relatif à l'accueil, l'hébergement et l'accompagnement des personnes en difficultés sociales**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du décret du 12 février 2004 relatif à l'accueil, l'hébergement et l'accompagnement des personnes en difficultés sociales;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 10 mars 2004;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 11 mars 2004;

Vu l'avis du Conseil supérieur des villes, communes et provinces de la Région wallonne, donné le 1^{er} avril 2004;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 25 mai 2004, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, modifiées par la loi du 4 août 1996;

Sur la proposition du Ministre des Affaires sociales et de la Santé;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1^o décret : le décret du 12 février 2004 relatif à l'accueil, l'hébergement et l'accompagnement des personnes en difficultés sociales;

2^o établissements : les maisons d'accueil, maisons de vie communautaire, abris de nuit et maisons d'hébergement de type familial;

3^o maisons : les maisons d'accueil, maisons de vie communautaire et maisons d'hébergement de type familial;

4^o Ministre : le Ministre qui a les affaires sociales dans ses attributions;

5^o Commission : la Commission consultative relative aux maisons d'accueil, maisons de vie communautaire, abris de nuit et maisons d'hébergement de type familial;

6^o administration : la Direction générale de l'Action sociale et de la Santé du Ministère de la Région wallonne.

CHAPITRE II. — De l'agrément, de l'autorisation provisoire de fonctionnement et de l'accord de principe

Section 1^{re}. — De l'octroi de l'agrément

Art. 3. § 1^{er}. La demande d'agrément de tout établissement est introduite, sous pli recommandé à la poste, auprès de l'administration. Une copie est adressée au Ministre.

Outre les informations requises par l'article 12, § 1^{er}, du décret, le dossier de demande comprend pour les maisons d'accueil et les maisons de vie communautaire :

1^o une copie des actes de nomination ou des contrats de travail des membres du personnel et des conventions passées avec les bénévoles;

2^o une copie des contrats d'assurances incendie et responsabilité civile contractés par la maison d'accueil ou la maison de vie communautaire.

Outre les informations requises par l'article 12, § 2, et par l'article 12, § 3, du décret, le dossier de demande comprend pour les abris de nuit et les maisons d'hébergement de type familial :

1^o l'indication du type de public que l'abri de nuit ou la maison d'hébergement de type familial est destiné à héberger;

2^o une copie des actes de nomination ou des contrats de travail des membres du personnel et des conventions passées avec les bénévoles;

3^o une copie des contrats d'assurances incendie et responsabilité civile contractés par l'abri de nuit ou la maison d'hébergement de type familial.

§ 2. En cas de demande de renouvellement, la maison d'accueil, la maison de vie communautaire et l'abri de nuit joignent également une évaluation du projet d'accompagnement collectif visé à l'article 17, § 1^{er}, 3^e alinéa, ou du projet d'hébergement collectif visé à l'article 18, § 1^{er}, 3^e alinéa.

Art. 4. Dans les dix jours de la réception de la demande, l'administration envoie un accusé de réception au demandeur.

L'administration vérifie si la demande est complète et, au besoin, réclame au demandeur, dans le mois de la réception de la demande, les pièces ou informations manquantes.

Lorsque le dossier est complet, elle envoie sans délai à l'établissement un courrier le lui signalant.

Art. 5. Dans le mois de l'envoi du courrier visé à l'article 4, 3^e alinéa, l'administration transmet le dossier, accompagné de son avis, à la Commission.

La Commission transmet son avis au Ministre dans les deux mois de la réception du dossier.

Art. 6. Le Ministre statue sur la demande dans les deux mois de la réception de l'avis de la Commission.

La décision est notifiée au demandeur par lettre recommandée à la poste.

Art. 7. Le renouvellement d'agrément doit être demandé six mois au moins avant l'expiration de l'agrément en cours.

Les articles 3 à 6 sont applicables à la demande de renouvellement.

Dans l'hypothèse où la demande de renouvellement a été introduite dans le délai indiqué au 1^{er} alinéa, l'agrément en cours reste valable jusqu'à la notification de la décision du Ministre.

Section 2. — De l'octroi de l'autorisation provisoire de fonctionnement et de l'accord de principe

Art. 8. Les articles 3, § 1^{er}, et 4 à 6 sont applicables à la demande d'autorisation provisoire de fonctionnement introduite en application de l'article 14, § 1^{er}, du décret.

Toute demande de prolongation de l'autorisation provisoire de fonctionnement est envoyée au moins deux mois avant la date d'échéance de l'autorisation en cours. Dans l'hypothèse où la demande a été introduite dans ce délai, l'autorisation en cours reste valable jusqu'à la notification de la décision du Ministre.

Art. 9. Les demandes d'accord de principe introduites en application de l'article 14, § 2, du décret sont adressées au Ministre par télécopie ou par courrier ou déposé contre accusé de réception.

Le Ministre statue sur la demande au plus tard le jour ouvrable qui suit le jour de la réception de celle-ci.

La décision est notifiée au demandeur par fax ou déposée contre accusé de réception.

Section 3. — De la suspension, de la réduction et du retrait de l'agrément, de l'autorisation provisoire de fonctionnement ou de l'accord de principe

Art. 10. Lorsque l'administration préconise de suspendre, réduire ou retirer l'agrément, l'autorisation provisoire de fonctionnement ou l'accord de principe, elle en informe, par lettre recommandée à la poste, l'établissement concerné.

La proposition de suspension, de réduction ou de retrait indique les motifs le justifiant.

L'établissement dispose d'un délai de quinze jours à dater de la réception de la proposition pour transmettre ses observations écrites à l'administration.

Ce délai est réduit à dix jours lorsque la proposition concerne un accord de principe.

Le fonctionnaire délégué complète le dossier par les observations écrites de la structure d'hébergement, par tout renseignement et document utile qu'il recueille et par le procès-verbal d'audition du représentant de l'établissement.

A cette fin, il convoque le représentant de l'établissement, par lettre recommandée à la poste ou par pli déposé contre accusé de réception, en indiquant les lieux et heure de l'audition.

La convocation indique la possibilité de se faire assister d'un conseil.

Le refus de comparaître ou de présenter sa défense est acté au procès-verbal d'audition.

Art. 11. Le fonctionnaire délégué rédige un rapport et, lorsque la proposition de suspension, de réduction ou de retrait concerne un agrément ou une autorisation provisoire de fonctionnement, il transmet son rapport, accompagné du dossier, pour avis à la Commission dans les quinze jours suivant la date de l'audition.

Art. 12. La Commission transmet son avis au Ministre dans les deux mois de la réception de la proposition de suspension, de réduction ou de retrait.

Art. 13. Lorsque la proposition de suspension, de réduction ou de retrait concerne un agrément ou une autorisation provisoire de fonctionnement, le Ministre statue dans le mois de la réception de l'avis de la Commission.

Lorsque la proposition de suspension, de réduction ou de retrait concerne un accord de principe, le Ministre statue dans les dix jours de la réception du rapport du fonctionnaire délégué.

La décision de suspension, de réduction ou de retrait est notifiée à la structure d'hébergement par lettre recommandée à la poste.

Le retrait de l'autorisation provisoire de fonctionnement ou de l'accord de principe emporte refus de l'agrément.

Section 4. — Des recours

Art. 14. Le recours contre une décision de refus, de suspension, de réduction ou de retrait d'agrément, d'autorisation provisoire de fonctionnement ou d'accord de principe est introduit, par lettre recommandée à la poste, auprès du Ministre dans le mois suivant la notification de la décision attaquée.

Art. 15. Le Gouvernement statue dans les trois mois de l'envoi recommandé visé à l'article 14.

Le délai visé à l'alinéa 1^{er} est réduit à un mois lorsque le recours concerne un accord de principe.

Section 5. — Des conditions d'agrément

Art. 16. Outre les conditions d'agrément prévues aux articles 8 et 9 du décret, les établissements doivent, pour être agréés, répondre aux conditions d'agrément figurant en annexe 1^{re}.

CHAPITRE III. — Du projet d'accompagnement collectif et du projet d'hébergement collectif

Art. 17. § 1^{er}. Le projet d'accompagnement collectif est élaboré et évalué par le directeur de la maison d'accueil ou de la maison de vie communautaire, en concertation avec l'équipe sociale et éducative.

Il tient compte de l'environnement social et économique de la maison d'accueil ou de la maison de vie communautaire. Les conventions signées avec les partenaires extérieurs sont annexées au projet.

Il est évalué au minimum au terme de la deuxième année d'agrément ainsi que lors du renouvellement de celui-ci. Le conseil des hébergés participe à l'évaluation.

Toute modification du projet d'accompagnement collectif est communiquée à l'administration.

§ 2. Le modèle du projet d'accompagnement collectif est fixé à l'annexe 2 du présent arrêté.

Art. 18. § 1^{er}. Le projet d'hébergement collectif est élaboré et évalué par le directeur de l'abri de nuit, en concertation avec l'équipe éducative et les bénévoles.

Il tient compte de l'environnement social de l'abri de nuit et, plus particulièrement, des services intervenant dans la gestion de l'urgence sociale. Les conventions signées avec les maisons d'accueil et les partenaires extérieurs sont annexées au projet.

Il est évalué au terme de la période d'ouverture prévue à l'article 9, § 3, 2^o, a, du décret.

Toute modification du projet d'hébergement collectif est communiquée à l'administration.

§ 2. Le modèle de projet d'hébergement collectif est fixé à l'annexe 2 du présent arrêté.

CHAPITRE IV. — *Du règlement d'ordre intérieur*

Art. 19. § 1^{er}. Le règlement d'ordre intérieur est élaboré dans le respect :

- 1° des convictions religieuses, idéologiques, philosophiques et culturelles des hébergés;
- 2° de la vie privée des hébergés;
- 3° du libre choix du médecin par les hébergés.

Le conseil des hébergés participe à l'élaboration et aux modifications à apporter au règlement d'ordre intérieur des maisons d'accueil et des maisons de vie communautaire.

§ 2. Le modèle du règlement d'ordre intérieur est fixé à l'annexe 3 du présent arrêté.

CHAPITRE V. — *De l'attestation incendie*

Art. 20. Le modèle de l'attestation incendie est fixé à l'annexe 4 du présent arrêté.

CHAPITRE VI. — *Du projet d'accompagnement individualisé et du cahier de présences*

Art. 21. Le modèle du projet d'accompagnement individualisé et du cahier de présences est fixé aux annexes 5 et 6 du présent arrêté.

CHAPITRE VII. — *De la participation financière des hébergés**Section 1^{re}. — Des services offerts et de leurs prix*

Art. 22. La participation financière de l'hébergé couvre le gîte. Elle couvre également les repas si ceux-ci font partie des services offerts.

Elle ne peut couvrir d'autres services que ceux visés à l'alinéa 1^{er}.

Art. 23. La participation financière tient compte du coût réel des services.

La participation financière au gîte ne peut être journalièrement inférieure à 6 € par personne et dépasser 4/10^e des ressources de l'hébergé.

La participation financière au gîte et au couvert ne peut être journalièrement inférieure à 10 € par personne.

Toutefois, la maison d'accueil ou la maison de vie communautaire peut, en fonction de son projet d'accompagnement collectif, demander pour l'hébergement des enfants une participation financière inférieure aux montants visés aux alinéas 1^{er} et 2.

Les montants visés au présent article sont rattachés à l'indice 111,64 applicable au 1^{er} juin 2004 (base 1996 = 100) des prix à la consommation.

Art. 24. Le coût réel du gîte et du couvert est fixé annuellement.

La méthode de calcul du coût réel ainsi que le relevé des dépenses admissibles sont établis conformément à l'annexe 7. Lorsque la maison obtient un coût réel supérieur aux minima visés à l'article 23, elle en informe l'administration.

Section 2. — Des ressources à prendre en considération.

Art. 25. On entend par ressources à prendre en considération pour l'application de l'article 9, § 5, 4^o, du décret, les ressources suivantes, à la condition qu'elles soient effectivement perçues par la personne hébergée :

- 1° les revenus du travail;
- 2° les revenus de remplacement y compris ceux accordés en vertu de la législation relative aux allocations aux personnes handicapées;
- 3° le revenu d'intégration sociale ou son aide sociale équivalente;
- 4° le revenu garanti aux personnes âgées;
- 5° les pensions de survie et de retraite;
- 6° les allocations familiales et les pensions alimentaires, en ce compris celles perçues par les enfants de l'hébergé. Ces dernières ne peuvent cependant être prises en considération qu'à concurrence de 2/3 de leur montant.

CHAPITRE VIII. — *Du personnel et des normes d'encadrement minimal*

Art. 26. Toute maison d'accueil dispose :

1° d'au moins un éducateur à trois-quarts temps justifiant au minimum d'une qualification classe 2A lorsqu'elle possède de 10 à 20 places agréées;

2° d'au moins un assistant social à mi-temps et d'un éducateur temps plein justifiant au minimum d'une qualification classe 2A lorsqu'elle possède de 21 à 40 places agréées;

3° d'au moins un assistant social à trois-quarts temps et deux éducateurs temps plein justifiant au minimum d'une qualification classe 2A lorsqu'elle possède de 41 à 60 places agréées;

4° d'au moins un assistant social à temps plein et de trois éducateurs temps plein justifiant au minimum d'une qualification classe 2A lorsqu'elle possède plus de 60 places agréées.

Une des personnes visées à l'alinéa 1^{er} exerce les fonctions de directeur.

Art. 27. Toute maison de vie communautaire dispose :

1° d'au moins un éducateur à mi-temps temps justifiant au minimum d'une qualification classe 2A lorsqu'elle possède un nombre de places agréées allant de 10 à 20 places;

2° d'au moins un éducateur temps plein justifiant au minimum d'une qualification classe 2A lorsqu'elle possède de 21 à 40 places agréées;

3° d'au moins un assistant social à mi-temps et d'un éducateur temps plein et demi justifiant au minimum d'une qualification classe 2A lorsqu'elle possède de 41 à 60 places agréées;

4° d'au moins un assistant social à trois-quarts temps et de deux éducateurs temps plein justifiant au minimum d'une qualification classe 2A lorsqu'elle possède plus de 60 places agréées.

Une des personnes visées à l'alinéa 1^{er} exerce les fonctions de directeur.

Art. 28. Tout abri de nuit dispose d'au moins un directeur mi-temps et un éducateur temps plein justifiant au minimum d'une qualification classe 2A.

Art. 29. Les qualifications des membres du personnel sont fixées à l'annexe 8 du présent arrêté.

Tous les ans, un ou plusieurs membres de l'équipe éducative de la maison d'accueil, de la maison de vie communautaire ou de l'abri de nuit suivent au minimum trente heures de formation, en ce compris la supervision, en rapport avec les missions de l'établissement, selon les modalités suivantes :

1° dix heures minimum consacrées à l'analyse de l'évolution du droit social; dix heures minimum consacrées à l'évolution des pratiques d'accueil et d'accompagnement des personnes en difficultés sociales;

2° dix heures minimum de supervision ou de formation consacrée à d'autres thèmes en rapport avec l'hébergement.

CHAPITRE IX. — *Du subventionnement*

Section 1^{re}. — De la programmation

Art. 30. Le programme visé à l'article 16, 2^e alinéa, du décret est établi comme suit :

1° pour la province du Brabant wallon :

- a) 50 places pour hommes ou femmes non accompagnés d'enfants;
- b) 200 places pour hommes ou femmes accompagnés d'enfants;

2° pour la province du Hainaut :

- a) 165 places pour hommes ou femmes non accompagnés d'enfants;
- b) 495 places pour hommes ou femmes accompagnés d'enfants;

3° pour la province de Liège :

- a) 165 places pour hommes ou femmes non accompagnés d'enfants;
- b) 495 places pour hommes ou femmes accompagnés d'enfants;

4° pour la province du Luxembourg :

- a) 45 places pour hommes ou femmes non accompagnés d'enfants;
- b) 180 places pour hommes ou femmes accompagnés d'enfants;

5° pour la province de Namur :

- a) 45 places pour hommes ou femmes non accompagnés d'enfants;
- b) 180 places pour hommes ou femmes accompagnés d'enfants.

Section 2. — De l'octroi des subventions

Sous-section 1^{re}. — Des subventions générales pour dépenses de personnel

Art. 31. Dans les limites des crédits budgétaires, sont allouées aux maisons d'accueil des subventions destinées à couvrir les frais de personnel suivants :

1° 10 places : 1 assistant social à temps plein et 0,5 éducateur classe 1 à temps plein;

2° de 11 à 15 places : 1 directeur à temps plein, 1 assistant social à temps plein et 1,5 éducateurs classe 1 à temps plein;

3° de 16 à 20 places : 1 directeur à temps plein, 1 assistant social à temps plein et 2 éducateurs classe 1 à temps plein;

4° de 21 à 30 places : 1 directeur à temps plein, 1 assistant social à temps plein et 3 éducateurs classe 1 à temps plein;

5° de 31 à 40 places : 1 directeur à temps plein, 1 assistant social à temps plein et 4 éducateurs classe 1 à temps plein;

6° de 41 à 50 places : 1 directeur à temps plein, 1 assistant social à temps plein et 4,5 éducateurs classe 1 à temps plein;

7° de 51 à 60 places : 1 directeur à temps plein, 1 assistant social à temps plein et demi et 5 éducateurs classe 1 à temps plein;

8° plus de 60 places : 1 directeur à temps plein, 2 assistants sociaux à temps plein et 5 éducateurs classe 1 à temps plein.

Les subventions sont prioritairement octroyées aux maisons d'accueil faisant, au jour de la demande, l'objet d'un subventionnement par la Région wallonne.

Art. 32. Dans les limites des crédits budgétaires, sont allouées aux maisons de vie communautaire des subventions destinées à couvrir les frais de personnel suivants :

1° de 10 à 30 places : 0,5 assistant social à temps plein et 1 éducateur classe 1 à temps plein;

2° de 31 à 60 places : 0,75 assistant social à temps plein et 1,5 éducateurs classe 1 à temps plein;

3° plus de 60 places : 1 assistant social à temps plein et 2 éducateurs classe 1 à temps plein.

Les subventions sont prioritairement octroyées aux maisons de vie communautaire faisant, au jour de la demande, l'objet d'un subventionnement par la Région wallonne.

Sous-section 2. — Des subventions spécifiques pour dépenses de personnel

Art. 33. Dans les limites des crédits budgétaires, sont allouées aux maisons d'accueil disposant d'une capacité subventionnée conformément à l'article 31 de minimum 20 places des subventions destinées à couvrir les frais du personnel suivant chargé de l'accompagnement pédagogique des enfants :

1° 20 places : 0,5 éducateur classe 2, 2A, 2B, 3 ou puériculteur;

2° de 21 à 30 places : 0,75 éducateur classe 2, 2A, 2B, 3 ou puériculteur;

3° de 31 à 40 places : 1 éducateur classe 2, 2A, 2B, 3 ou puériculteur;

4° de 41 à 50 places : 1,25 éducateurs classe 2, 2A, 2B, 3 ou puériculteur;

5° de 51 à 60 places : 1,5 éducateurs classe 2, 2A, 2B, 3 ou puériculteur;

6° plus de 60 places : 1,75 éducateurs classe 2, 2A, 2B, 3 ou puériculteur.

L'octroi des subventions est subordonné à la condition que la maison d'accueil justifie au cours des deux années civiles précédant la demande d'un nombre de nuitées d'enfants égal ou supérieur à 25 % du nombre de nuitées total.

Art. 34. § 1^{er}. Dans les limites des crédits budgétaires, sont allouées aux maisons d'accueil disposant d'une capacité subventionnée conformément à l'article 31 de minimum 20 places et d'un projet d'accompagnement collectif dont la réalisation nécessite la mise en oeuvre d'un accompagnement social ou psycho-social des enfants de moins de trois ans, des subventions destinées à couvrir les frais du personnel suivant :

1° 20 places : 0,5 assistant social ou licencié en sciences humaines;

2° de 21 à 30 places : 0,75 assistant social ou licencié en sciences humaines;

- 3° de 31 à 40 places : 1 assistant social ou licencié en sciences humaines;
 4° de 41 à 50 places : 1,25 assistant social ou licencié en sciences humaines;
 5° de 51 à 60 places : 1,5 assistant social ou licencié en sciences humaines;
 6° plus de 60 places : 1,75 assistant social ou licencié en sciences humaines.

L'octroi des subventions est subordonné à la condition que la maison d'accueil justifie au cours des deux années civiles précédant la demande d'un nombre de nuitées d'enfants égal ou supérieur à 25 % du nombre de nuitées total.

§ 2. Dans les limites des crédits budgétaires, sont allouées aux maisons d'accueil disposant d'un projet d'accompagnement collectif dont la réalisation nécessite une écoute téléphonique et la possibilité d'un hébergement 24 heures/24 aux personnes victimes de violences, des subventions destinées à couvrir les frais du personnel d'un assistant social ou d'un licencié en sciences humaines à temps plein.

§ 3. Dans les limites des crédits budgétaires, sont allouées aux maisons d'accueil disposant d'une capacité agréée d'au moins 50 places et d'un projet d'accompagnement collectif dont la réalisation nécessite un accueil d'urgence des personnes en difficultés sociales des subventions destinées à couvrir les frais du personnel d'un éducateur classe 2A à temps plein.

L'octroi de la subvention est subordonné à la condition que la maison d'accueil soit localisée dans un arrondissement administratif comptant au moins une ville ou commune de plus de 30.000 habitants.

Une seule maison d'accueil par arrondissement administratif peut bénéficier de la subvention. La priorité est accordée à la maison dont la capacité d'hébergement agréée est la plus importante.

Art. 35. Dans les limites des crédits budgétaires, sont allouées aux maisons d'accueil disposant d'une capacité subventionnée conformément à l'article 31 une subvention forfaitaire de 20.000 EUR par an pour couvrir les frais de personnel d'un éducateur classe 2A à temps plein chargé d'assurer le suivi post-hébergement et/ou les frais de fonctionnement occasionnés dans l'accomplissement de sa mission.

L'octroi des subventions est subordonné aux conditions suivantes :

- 1° le suivi post-hébergement doit être ouvert à toute personne ayant été hébergée dans une maison d'accueil;
 2° la maison d'accueil doit accompagner simultanément au minimum 20 ménages;
 3° la maison d'accueil doit être intégrée dans un relais social tel que visé par le décret du 17 juillet 2003 relatif à l'insertion sociale ou, à défaut, dans un dispositif d'urgence sociale, une coordination sociale ou un plan de prévention de proximité tel que visé par le décret du 15 mai 2003 relatif à la prévention de proximité dans les villes et communes de Wallonie;
 4° la maison d'accueil doit établir que les maisons d'accueil existantes dans l'arrondissement concerné ont été préalablement informées de sa demande.

Par arrondissement administratif, il ne peut y avoir qu'une maison d'accueil subventionnée pour le post-hébergement.

Lorsque l'arrondissement compte une ville de plus de 30.000 habitants, la maison d'accueil subventionnée doit être située dans cette ville.

Dans tous les cas la priorité est donnée à la maison d'accueil dont la capacité d'hébergement agréée est la plus importante.

Nonobstant l'alinéa 5, la subvention est prioritairement octroyée à la maison d'accueil bénéficiant au jour de la demande, d'un subventionnement de la Région wallonne pour le post-hébergement.

Sous-section 3. — Dispositions communes aux dépenses de personnel

Art. 36. § 1^{er}. A l'exception des subventions visées à l'article 35, les subventions pour dépenses de personnel couvrent, à concurrence de 100 % :

- 1° le salaire brut du personnel;
 2° les charges de sécurité sociale patronale, celles relatives au pécule de vacances, à la prime de fin d'année, aux autres frais divers liés aux obligations afférentes aux conventions collectives de travail signées dans le cadre de la commission paritaire 319.02 et autres obligations légales relatives au personnel, plafonnées à 50 % des dépenses visées au 1°.

§ 2. En cas d'application des dispositions prévues au point 2.3 de l'accord-cadre pour le secteur du non-marchand conclu le 16 mai 2000, le cadre prévu aux articles 31 à 34 du décret doit, de manière permanente, être complet pour chacune des fonctions prévues.

La part des subventions couvrant le mi-temps qui n'est plus presté par le bénéficiaire de la mesure est plafonnée de la manière suivante :

Fonction	Fond d'échelle/2	Plafond (150 %)
A partir du 1 ^{er} janvier 2004		
Directeur	$D_{23}/2 = 16.967,755$ EUR	25.451,63 EUR
Assistant social	$A_{27}/2 = 14316,875$ EUR	21.475,31 EUR
Educateur classe 1	$E_{29}/2 = 14.055,315$ EUR	21.082,97 EUR
Educateur classe 2 ou 2A	$E_{29}/2 = 12.041,155$ EUR	18.061,7325 EUR
Educateur classe 2B ou 3	$E_{29}/2 = 9.960,75$ EUR	14.941,125 EUR
Puériculteur	$P_{29}/2 = 9.492,96$ EUR	14.239,44 EUR
A partir du 1 ^{er} janvier 2005		
Directeur	$D_{23}/2 = 17.161,065$ EUR	25.741,60 EUR
Assistant social ou éducateur	$A_{27}/2 = E_{27}/2 = 14.502,06$ EUR	21.753,09 EUR
Educateur classe 2 ou 2A	$E_{29}/2 = 12.525,91$ EUR	18.788,865 EUR
Educateur classe 2B ou 3	$E_{29}/2 = 10.113,45$ EUR	15.170,175 EUR
Puériculteur	$E_{29}/2 = 9.672,16$ EUR	14.508,24 EUR

Ces montants doivent être justifiés par les versements au fonds de sécurité d'existence, par le salaire brut du travailleur qui exerce le mi-temps de remplacement dans la fonction et par les charges y afférentes plafonnées à 50 % du salaire brut.

Art. 37. Le salaire brut et l'ancienneté du personnel visés à l'article 36 ne sont pris en considération que dans les limites prévues par les échelles de traitement déterminées par la convention collective de travail du 10 mai 2001 de la commission paritaire 319.02.

Les échelles de traitements sont liées aux fluctuations de l'indice des prix conformément aux règles prescrites par la loi du 1^{er} mars 1977 organisant un régime de liaison de l'indice des prix à la consommation de certaines dépenses du secteur public.

Elles sont rattachées à l'indice 138.01 du 1^{er} janvier 1990.

Art. 38. § 1^{er}. Sont admissibles pour l'octroi des augmentations intercalaires, les services effectifs et pouvant être considérés comme expérience utile que le personnel a antérieurement presté auprès d'institutions agréées ou subventionnées par une autorité publique de droit belge, de droit étranger ou de droit international.

Le Ministre apprécie si les services visés à l'alinéa 1^{er} peuvent être considérés, dans le chef de l'intéressé, comme expérience utile.

§ 2. Le membre du personnel engagé à temps partiel obtient les augmentations intercalaires de la même manière qu'un membre du personnel engagé à temps plein.

§ 3. Les services admissibles qui couvrent des mois entiers sont directement valorisés dans l'ancienneté pécuniaire.

Les services admissibles qui couvrent des fractions de mois sont pris en considération à partir du 15^{ème} jour de prestation. Le mois visé par ces prestations est pris en compte entièrement.

§ 4. Les anciennetés sont prises en considération dans le mois de la production de documents certifiés exacts reprenant notamment le nom et la date de naissance du membre du personnel, le nom des employeurs, l'objet du service et la nature de l'emploi, le statut, le nombre d'heures de prestations, ainsi que la preuve que ces services étaient agréés ou subventionnés par les autorités ou institutions visées au § 1^{er}.

§ 5. Sur base d'une demande dûment motivée, le Ministre peut reconnaître une expérience utile dans des services non agréés ou subventionnés par les autorités ou institutions visées au § 1^{er}.

Art. 39. Afin de couvrir les obligations en matière de prime syndicale à accorder aux travailleurs et conformément aux dispositions sectorielles, une subvention est versée aux maisons d'accueil, aux maisons de vie communautaire ou au fonds de sécurité d'existence prévu à cet effet.

Art. 40. Les maisons d'accueil et les maisons de vie communautaire sont tenues d'informer l'administration de toutes modifications affectant le personnel au plus tard quinze jours à dater de cette modification.

Art. 41. Les qualifications des membres du personnel admis aux subventions sont fixées à l'annexe 8 du présent arrêté.

Sous-section 4. — *Des subventions des frais de fonctionnement*

Art. 42. § 1^{er}. Dans la limite des crédits budgétaires, est alloué aux maisons d'accueil bénéficiant d'une subvention en application de l'article 31 une subvention annuelle de :

1^o 400 EUR par place subventionnée pour les maisons d'accueil hébergeant des hommes ou femmes non accompagnés d'enfant;

2^o 600 EUR par place subventionnée pour les maisons d'accueil hébergeant des hommes ou femmes accompagnés d'enfant.

Une maison d'accueil est considérée comme hébergeant des hommes ou femmes accompagnés d'enfants lorsque le nombre de nuitées d'enfants est supérieur ou égal à 25 % du nombre de nuitées totales.

§ 2. Dans la limite des crédits budgétaires, est alloué aux maisons de vie communautaire une subvention annuelle de :

1^o de 10 à 30 places : 2.500 EUR;

2^o de 31 à 60 places : 6.250 EUR;

3^o plus de 60 places : 8.750 EUR.

Art. 43. Les frais de formation du personnel et de personnel administratif peuvent être comptabilisés dans les frais de fonctionnement.

Art. 44. Pour les subventions destinées à couvrir les frais de fonctionnement et/ou de personnel prévus à l'article 35 et les frais de fonctionnement, il est fait application de la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison de l'indice des prix à la consommation des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du Trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants.

Les subventions sont rattachées à l'indice 111,64 applicable au 1^{er} juin 2004 (base 1996 = 100) des prix à la consommation.

Sous-section 5. — *De la demande, du calcul et des modalités d'octroi des subventions*

Art. 45. Pour l'application des articles 33, 34 et 42, le montant des subventions est, sous réserve de la section 3, fixé sur base du nombre de places prise en considération dans le cadre des articles 31 et 32.

Art. 46. § 1^{er}. Sous réserve de l'alinéa 2, la demande de subventionnement prévue aux articles 31, 32 et 42 est introduite concomitamment à la demande d'agrément. Elle comprend :

1^o le nombre de places demandées pour :

a) les hommes ou femmes non accompagnés d'enfants;

b) les hommes ou femmes accompagnés d'enfants;

2^o l'indication des autres sources de subsidiation éventuelles de la maison d'accueil ou de la maison de vie communautaire par les pouvoirs publics, à quelque niveau qu'ils se situent.

En cas de premier agrément, la demande de subventionnement est introduite dans le courant du 1^{er} trimestre suivant la deuxième année d'agrément.

§ 2. La demande de subventionnement prévue aux articles 33, 34 et 35 est introduite soit concomitamment à la demande d'agrément, soit pendant la période d'agrément.

Art. 47. L'octroi des subventions fait l'objet de quatre avances trimestrielles égales à 22,5 % de la subvention calculée conformément aux dispositions du présent chapitre.

Les avances trimestrielles sont liquidées au plus tard le 15 février pour le premier trimestre, le 15 mai pour le deuxième trimestre, le 15 août pour le troisième trimestre et le 15 novembre pour le quatrième trimestre.

Le solde de l'année écoulée est versé après vérification des pièces justificatives. Ces dernières sont transmises à l'administration au plus tard le 30 avril.

Section 3. — De la réduction et de la suppression des subventions

Art. 48. Le taux d'occupation d'une maison d'accueil ou d'une maison de vie communautaire est calculé sur base du nombre de places servant à la détermination de l'encadrement prévu à l'article 31 ou à l'article 32.

Art. 49. Les subventions visées à l'article 15, § 1^{er} et § 2, 1^{er} alinéa, du décret peuvent être réduites tous les deux ans.

Pour conserver le montant des subventions qui lui sont octroyées en application de l'article 15, § 1^{er} et § 2, 1^{er} alinéa, du décret, la maison d'accueil doit justifier, sur une période de deux ans :

1° d'un taux d'occupation de minimum 80 % de la capacité d'hébergement subventionnée lorsqu'elle s'adresse à des hommes et/ou des femmes non accompagnés d'enfants;

2° d'un taux d'occupation de minimum 70 % de la capacité d'hébergement subventionnée lorsqu'elle s'adresse à des hommes et/ou des femmes accompagnés d'enfants.

Pour conserver le montant des subventions prévues à l'article 15, § 1^{er} et § 2, 1^{er} alinéa, du décret, la maison de vie communautaire doit justifier, sur une période de deux ans :

1° d'un taux d'occupation de minimum 70 % de la capacité d'hébergement subventionnée lorsqu'elle s'adresse à des hommes et/ou des femmes non accompagnés d'enfants;

2° d'un taux d'occupation de minimum 60 % de la capacité d'hébergement subventionnée lorsqu'elle s'adresse à des hommes et/ou des femmes accompagnés d'enfants.

Une maison d'accueil ou une maison de vie communautaire est considérée comme hébergeant des hommes ou femmes accompagnés d'enfants lorsque le nombre de nuitées d'enfants est supérieur ou égal à 25 % du nombre de nuitées totales.

Les documents permettant de justifier les taux d'occupation prévus aux alinéas 2 et 3 sont transmis à l'administration au plus tard le 31 janvier de la troisième année d'agrément.

Lorsque le taux d'occupation d'une maison d'accueil ou d'une maison de vie communautaire est inférieur aux taux d'occupation définis dans les alinéas 2 et 3, le nombre de places pris en considération pour la détermination des subventions prévues dans les articles 31 et 32 correspond au nombre de places effectivement occupées pendant la période de calcul.

Art. 50. Toute violation des conditions de fonctionnement prévues aux articles 20, 21, 22, 26 et 29 du décret a pour conséquence que la personne concernée par ces manquements n'est plus prise en considération dans le calcul du taux d'occupation.

Art. 51. Toute violation des conditions prévues aux articles 25, 27 et 30 du décret entraîne une diminution de 25 % des subventions pour frais de fonctionnement.

Art. 52. Toute violation des conditions prévues à l'article 28 du décret entraîne une diminution de 25 % des subventions prévues à l'article 15, § 1^{er}, et § 2, alinéa 1^{er}.

Art. 53. La perte de l'agrément entraîne la perte des subventions prévues à l'article 15, § 1^{er} et § 2 du décret.

Art. 54. La diminution ou la suppression des subventions ne prend cours qu'à dater de l'année suivant la décision de diminution ou de suppression.

Art. 55. Les propositions de réduction ou de retrait des subventions prévues à l'article 15, § 1^{er} et § 2, alinéa 1^{er}, du décret sont examinées suivant la procédure prévue à la section 3 du chapitre II.

Sous réserve de l'alinéa 3, toute décision de réduction ou de retrait des subventions est applicable à dater du 1^{er} janvier de l'année suivant cette décision.

En cas de retrait d'agrément, la décision de retrait des subventions a effet immédiat.

Art. 56. L'article 14 est applicable au recours introduit contre une décision de réduction ou de retrait des subventions.

Section 4. — Des demandes de dérogation

Art. 57. Sous peine d'irrecevabilité, les demandes de dérogation visées par l'article 18, § 2 du décret sont introduites par le biais du formulaire figurant en annexe 9.

CHAPITRE X. — De la fermeture

Art. 58. § 1^{er}. Dans les cas visés à l'article 38, § 1^{er}, du décret, lorsque l'administration formule au ministre une proposition de fermeture d'un établissement, elle lui adresse un rapport justifiant la fermeture d'urgence, un rapport d'inspection récent ainsi que, le cas échéant, tout autre renseignement et document utile.

La décision de fermeture est immédiatement notifiée au gestionnaire et au bourgmestre par le ministre.

§ 2. Dans les cas visés à l'article 38, § 2, du décret, lorsque l'administration formule au ministre une proposition de fermeture d'un établissement, elle la notifie au gestionnaire.

Elle l'informe également qu'il dispose d'un délai de quinze jours à dater de la réception de la notification pour adresser ses observations écrites.

Le fonctionnaire délégué complète le dossier par les observations écrites du gestionnaire.

Il convoque ensuite le gestionnaire par lettre recommandée à la poste ou par pli déposé contre accusé de réception, en indiquant les lieu et heures de l'audition. La convocation mentionne la possibilité de se faire assister d'un conseil.

Le refus de comparaître ou de présenter sa défense est acté au procès-verbal d'audition.

Le dossier éventuellement complété par tout renseignement et document utiles complémentaires et par le procès-verbal d'audition est envoyé au gestionnaire.

Ce dernier dispose d'un délai de quinze jours pour faire valoir ses observations écrites avant que le dossier soit transmis au ministre pour décision.

Art. 59. Le recours contre une décision de fermeture d'urgence doit être introduit par lettre recommandée, dans les trente jours de la notification de la décision querellée auprès du ministre.

Le recours contient :

- 1° les noms, qualité, demeure ou siège de la partie requérante;
- 2° l'objet du recours et un exposé des faits et des moyens.

Le Gouvernement statue dans un délai de deux mois à dater de l'introduction du recours.

Le ministre convoque le gestionnaire par pli recommandé à la poste en indiquant les lieu, jour et heure de l'audition par le fonctionnaire délégué.

La convocation mentionne la possibilité de se faire assister d'un conseil.

Le refus de comparaître ou de présenter sa défense est acté au procès-verbal.

Art. 60. Lorsque le gestionnaire d'un établissement projette de fermer volontairement celle-ci, il en informe le ministre au plus tard trois mois avant la fermeture.

CHAPITRE XI. — *De la Commission*

Art. 61. La participation aux séances de la Commission ou du bureau donne droit à un jeton de présence dont le montant est fixé comme suit :

- 1° président : 50 EUR;
- 2° vice-président : 30 EUR;
- 3° autres membres, à l'exception des représentants du Gouvernement et de l'administration : 25 EUR.

Art. 62. Les membres de la Commission ou du bureau bénéficient du remboursement de leurs frais de déplacement aux conditions suivantes :

- 1° ceux qui utilisent les moyens de transport en commun sont remboursés sur la base des tarifs officiels;
- 2° ceux qui utilisent leur véhicule personnel ou leur bicyclette ont droit à une indemnité kilométrique déterminée conformément au tarif fixé par la réglementation applicables aux fonctionnaires de la Région wallonne.

La Région wallonne n'assume pas la couverture des risques résultant de l'utilisation d'un véhicule personnel.

Art. 63. § 1^{er}. Il est constitué au sein de la Commission un bureau chargé de l'organisation des réunions, de la préparation de l'ordre du jour de ces dernières et de la coordination des travaux en cours.

§ 2. Le bureau se compose du président, du vice-président, du secrétaire et de deux membres de la commission choisis par celle-ci.

Art. 64. Les experts qui sont appelés à participer aux séances de la Commission et qui n'en sont pas membres sont assimilés à ceux-ci pour l'octroi des jetons de présence et le remboursement des frais de déplacement.

CHAPITRE XII. — *Dispositions transitoires et finales*

Art. 65. § 1^{er}. Dans les trente jours de l'entrée en vigueur du présent arrêté, les institutions disposant d'un agrément délivré en vertu du chapitre 1^{er} du titre I^{er} du décret programme du 17 décembre 1997 portant diverses mesures en matière d'action sociale et d'infrastructures sportives ou disposant, à la date du 30 septembre 2000, d'un agrément en qualité de maison maternelle délivré par l'Office de la Naissance et de l'Enfance, communiquent à l'administration le nombre de places agréées qu'elles consacrent respectivement aux différentes missions prévues aux articles 4 à 7 du décret.

§ 2. Dans les trente jours de l'entrée en vigueur du présent arrêté, les institutions disposant d'un subventionnement octroyé en vertu du chapitre 1^{er} du titre I^{er} du décret programme du 17 décembre 1997 portant diverses mesures en matière d'action sociale et d'infrastructures sportives ou disposant, à la date du 30 septembre 2000, d'un subventionnement en qualité de maison maternelle agréé par l'Office de la Naissance et de l'Enfance, communiquent à l'administration le nombre de places qu'elles souhaitent voir être prises en considération pour la détermination de la capacité d'hébergement subventionnée dans le cadre de l'article 31 ou 32.

A défaut de cette communication :

1° le montant des subventions des maisons d'accueil ou des maisons de vie communautaire disposant d'un agrément délivré en vertu du chapitre 1^{er} du titre I^{er} du décret programme du 17 décembre 1997 portant diverses mesures en matière d'action sociale et d'infrastructures sportives est calculé sur base du nombre de lits déterminant la catégorie dans laquelle elles étaient précédemment subventionnées;

2° le montant des subventions des maisons d'accueil ou maisons de vie communautaire disposant, à la date du 30 septembre 2000, d'un agrément en qualité de maison maternelle délivré par l'Office de la Naissance et de l'Enfance, est, au jour de l'entrée en vigueur du présent arrêté, calculé sur base du nombre de places pour les mères et les enfants telles que prises en considération dans ledit agrément.

Art. 66. Par dérogation aux articles 26 à 28, 31 et 32, le personnel qui, en fonction dans une maison d'accueil ou une maison de vie communautaire, ne dispose pas des titres requis est autorisé à poursuivre ses activités sur décision du ministre. Lorsqu'il y a octroi d'une subvention dans le cadre des articles 31 et 32, la subvention correspondant au titre du travailleur est maintenue jusqu'au terme du contrat du travailleur concerné. Les demandes de dérogation sont introduites dans les six mois de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 67. Dans l'hypothèse où, dans une structure d'hébergement qui constituait avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté une maison maternelle, un emploi de niveau A1 serait, par l'effet du présent arrêté, transformé en emploi A2, la maison d'accueil ou la maison de vie communautaire conserve, jusqu'au terme du contrat du travailleur concerné, la subvention correspondant au titre du travailleur. Les demandes sont introduites dans les six mois de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 68. Nonobstant le programme visé à l'article 30, peuvent conserver leur nombre de lits subventionnés :

1° les maisons d'accueil et les maisons de vie communautaire disposant d'un agrément délivré en vertu du chapitre 1^{er} du titre 1^{er} du décret programme du 17 décembre 1997 portant diverses mesures en matière d'action sociale et d'infrastructures sportives;

2° les maisons d'accueil et les maisons de vie communautaire agréées, à la date du 30 septembre 2000, en qualité de maison maternelle par l'Office de la Naissance et de l'Enfance.

Art. 69. A titre transitoire, aussi longtemps que les crédits budgétaires ne permettent pas de subventionner les maisons d'accueil et les maisons de vie communautaire en fonction des dispositions prévues au chapitre IX :

1° les maisons d'accueil et les maisons de vie communautaire disposant, au jour de l'entrée en vigueur du présent arrêté, d'un agrément délivré en vertu du chapitre 1^{er} du titre 1^{er} du décret programme du 17 décembre 1997 portant diverses mesures en matière d'action sociale et d'infrastructures sportives ou d'un agrément en qualité de maison maternelle délivré, à la date du 30 septembre 2000, par l'Office de la Naissance et de l'Enfance perçoivent les subventions visées par les articles 31 et 32;

2° les maisons d'accueil disposant, à la date du 30 septembre 2000, d'un agrément en qualité de maison maternelle délivré par l'Office de la Naissance et de l'Enfance perçoivent en outre un complément de subvention calculé de telle sorte qu'elles puissent bénéficier du même montant de subvention que celui prévu pour l'année 2004, ce montant étant indexé. Ledit complément est consacré prioritairement à l'application de l'article 33, ensuite de l'article 34, § 1^{er}, et enfin de l'article 42. Le reliquat éventuel est consacré soit à l'application des articles 34, § 2 et § 3, ou 35, soit aux frais de fonctionnement;

3° le solde obtenu après déduction des montants visés aux 1° et 2° est réparti entre les maisons d'accueil disposant, au jour de l'entrée en vigueur du présent arrêté, d'un agrément délivré en vertu du chapitre 1^{er} du titre 1^{er} du décret programme du 17 décembre 1997 portant diverses mesures en matière d'action sociale et d'infrastructures sportives ou d'un agrément en qualité de maison maternelle délivré, à la date du 30 septembre 2000, par l'Office de la Naissance et de l'Enfance, de telle sorte qu'elles puissent bénéficier de la subvention prévue à l'article 33 et 34, § 1^{er};

4° le solde obtenu après déduction des montants visés aux 1°, 2° et 3° est réparti entre les maisons d'accueil et les maisons de vie communautaire en proportion de ce à quoi elles pourraient prétendre en application du chapitre IX. Ce montant est consacré prioritairement à l'application de l'article 42, ensuite de l'article 34, § 2 et § 3, et enfin de l'article 35.

Art. 70. Le décret et le présent arrêté entrent en vigueur :

1° le 1^{er} octobre 2004 pour les maisons d'accueil, les maisons de vie communautaire et les maisons d'hébergement de type familial;

2° le 1^{er} janvier 2005 pour les abris de nuit, à l'exception du chapitre IX du décret et du chapitre XI du présent arrêté, qui entrent en vigueur le 1^{er} octobre 2004.

Art. 71. Le Ministre des Affaires sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 3 juin 2004.

Le Ministre Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,
Th. DETIENNE

Annexe 1^{re}

Des normes applicables aux locaux, aux équipements collectifs et à la sécurité

Section 1^{re} : Des dispositions communes.

Article 1^{er} :

La structure d'hébergement doit être salubre.

Article 2 :

Lorsqu'un même bâtiment abrite une maison d'accueil, une maison de vie communautaire, un abri de nuit et/ou une maison d'hébergement de type familial, chacune de ces structures constitue un ensemble fonctionnel distinct.

Article 3 :

Les locaux sont régulièrement entretenus et maintenus à l'abri de toute humidité ou infiltrations.

Le système de chauffage doit permettre d'atteindre dans les locaux de séjour, une température de minimum 18 degrés C° par tous les temps.

Il ne peut provoquer aucun dégagement de flammes, de gaz ou de poussière.

Article 4 :

L'aération et l'éclairage des locaux sont assurés.

Un éclairage électrique suffisant est prévu dans tous les locaux accessibles aux hébergés.

Article 5 :

Les locaux produisant de part l'activité qui y est menée des odeurs, vapeurs, poussières et bruits pouvant incommoder les personnes doivent être organisés et implantés de manière à éviter au maximum ces désagréments.

Article 6 :

De l'eau potable doit être disponible à volonté dans la structure d'hébergement.

Article 7 :

Les locaux ou séjourment des enfants sont des locaux non-fumeurs.

Article 8 :

Une ou plusieurs chambres à coucher sont prévues.

Article 9 :

La literie est constamment tenue en bon état de propreté et, en tout cas, changée au moins une fois par quinzaine et chaque fois que nécessaire.

Le linge souillé est évacué le jour de son remplacement.

Article 10 :

Une trousse de secours est disponible.

Article 11 :

Le pouvoir organisateur et/ou le gestionnaire d'une structure d'hébergement peuvent fermer leurs locaux lorsqu'une partie ou la totalité de ces derniers :

— doivent être rénovés à la suite d'un incendie, d'infiltrations d'eau, d'usures naturelles ou de dégâts survenus, entre autres, à la suite d'événements calamiteux,

— nécessitent une intervention d'un organisme spécialisé dans le traitement des lieux pour des raisons de santé publique.

Article 12 :

Lorsqu'une décision de fermeture temporaire est prise par le pouvoir organisateur ou le gestionnaire, l'administration doit être informée dans les plus brefs délais :

— des causes, de la période de fermeture et du type de local concerné (date de début et de fin),

— des mesures prises afin de rendre ou conserver aux communs et aux lieux d'hébergement l'hygiène et la qualité requise,

— des mesures prises afin de poursuivre l'hébergement des personnes en difficultés sociales ainsi que l'adresse où se poursuit éventuellement ce dernier.

Article 13 :

Le pouvoir organisateur et ou le gestionnaire doivent mettre tout en place afin d'informer, par les voies qu'ils jugent les plus adéquates, les personnes en difficultés sociales des périodes de fermeture et fournir les coordonnées des associations ou administrations offrant l'accueil, l'hébergement et ou l'accompagnement social.

Section 2 : Des dispositions spécifiques aux maisons d'accueil et maisons de vie communautaire :**Article 14 :**

Des installations sanitaires en nombre suffisant sont prévues.

L'aération de ces locaux doit être assurée.

Chaque structure d'hébergement dispose au moins de :

— un W-C par dizaine d'hébergés;

— un bain ou une douche par douzaine d'hébergés;

— un lavabo à eau courante chaude et froide par tranche de quatre hébergés, accessibles à tous.

La structure d'hébergement dispose, lorsqu'elle accueille des hommes et des femmes non apparentés, d'installations sanitaires distinctes.

Les bains ou douches doivent pouvoir être utilisés quotidiennement par les hébergés.

Des précautions sont prises pour que les appareils d'amenée ou d'évacuation des eaux ne puissent provoquer des accidents.

L'évacuation des eaux usées est assurée en permanence et conformément aux règles de l'hygiène.

Article 15 :

Dans les chambres collectives, des éléments de séparation, éventuellement déplaçables, permettent d'assurer, à chacun, un minimum d'intimité.

Article 16 :

Lorsqu'une chambre comporte plusieurs lits :

— l'espace entre les lits adultes est en largeur d'au moins 60 centimètres,

— l'espace entre les lits adultes et les lits enfants ou entre les lits enfants est en largeur d'au moins 80 centimètres.

Les lits superposés de deux niveaux maximum sont tolérés notamment pour faciliter les regroupements familiaux.

Ces lits doivent offrir une sécurité suffisante.

Ils ne peuvent, à l'étage supérieur, accueillir d'enfant de moins de 7 ans.

Ils doivent être espacés d'au moins 1,2 m.

Les chambres doivent prévoir une surface au sol et par personne d'au moins 4 m²; cette surface est ramenée à 3 m² par personne dans les chambres équipées de lits superposés.

Les lits pour les enfants de moins de trois ans (lits cages ou berceaux) doivent également bénéficier d'une surface par lit d'au moins 2 m².

Article 17 :

Dans chaque chambre, le mobilier comprend au minimum un lit par personne et un espace penderie-lingerie par personne non apparentée.

Article 18 :

Les places d'hébergement agréées qui nécessitent un traitement ou une rénovation dans un délai inférieur à 30 jours consécutifs sont considérées comme occupées par un bénéficiaire et entrent dans le calcul du taux d'occupation. Cette disposition est limitée à trente jours par année civile et est conditionnée à l'accord préalable du ministre.

Article 19 :

Les animaux, dont la présence doit être expressément autorisée dans le règlement d'ordre intérieur, ne peuvent en aucun cas avoir accès aux cuisines, aux locaux où sont conservés les aliments, à la salle à manger et aux éventuels locaux de soins.

Article 20 :

Lorsqu'il y a accueil d'enfants, l'équipement d'un commun doit leur garantir un espace spécialement adapté à leurs besoins.

Lorsque la maison d'accueil ou la maison de vie communautaire héberge des parents accompagnés d'enfants de moins de 3 ans, elle doit aménager un local spécialement équipé pour ces enfants.

A partir de 10 enfants présents, un local est réservé pour permettre le déroulement d'activités ludiques ou éducatives. Ce local peut être situé dans bâtiment distinct du lieu d'hébergement.

Les locaux prévus dans les alinéas précédents sont placés sous la responsabilité d'un ou plusieurs membres du personnel.

Article 21 :

La salle de séjour est séparée des autres locaux.

Article 22 :

L'équipement ménager doit être suffisant.

La ou les lieux de cuisson sont organisés de façon à ne pas incommoder les hébergés par le dégagement des odeurs.

Les déchets ménagers ne peuvent être en contact avec la matière première destinée à la préparation des plats, ni être stockés dans les locaux où se trouvent cette matière première.

Section 3 : Des dispositions spécifiques aux maisons d'hébergement de type familial :**Article 23 :**

Un local de séjour ou un local destiné à la cuisine doit être accessible aux personnes en difficultés sociales.

Article 24 :

Les animaux ne peuvent en aucun cas avoir accès aux pièces réservées à la préparation des repas, ni aux locaux où sont conservés les aliments et ceux où sont pris les repas.

Section 4 : Des dispositions spécifiques aux abris de nuit :**Article 25 :**

Chaque abri de nuit doit pouvoir mettre à disposition au minimum un WC pour 10 personnes hébergées.

Article 26 :

Lorsque le bâtiment dans lequel est intégré l'abri de nuit est utilisé pendant la journée pour répondre aux besoins d'un public qui n'est pas celui hébergé dans l'abri de nuit, les lieux d'hébergement doivent être inaccessibles au public qui fréquente le bâtiment.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 2004 portant exécution du décret du 12 février 2004 relatif à l'accueil, l'hébergement et l'accompagnement des personnes en difficultés sociales.

Namur, le 3 juin 2004.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,
Th. DETIENNE

Annexe 2A

Le projet d'accompagnement collectif**A. Présentation générale :****1. La maison :**

- Contexte de sa création, à titre indicatif :
 - histoire, options philosophiques, références théoriques, divers,
- Situation géographique, à titre indicatif :
 - localisation dans l'environnement social et économique,
- Quelques indicateurs sur la ou les communes d'implantation, à titre indicatif :
 - population, nombre de demandeurs d'emploi indemnisés, nombre de bénéficiaires du revenu d'intégration sociale, autres.

2. Les caractéristiques du projet :

- Public cible :
- Activités spécifiques menées en interne ou en partenariat dans le cadre de :
 - l'accompagnement des enfants,
 - l'accueil d'urgence ou du 24h/24,
 - le développement d'un service post-hébergement.

3. Utilisation des ressources pour mieux gérer le projet :
 - Infrastructure :
 - Ressources extérieures effectives et potentielles :
 - liste des partenaires sociaux,
 - inscription dans une fédération ou un réseau d'acteur social.
 - Ressources humaines :
 - A. le personnel :
Organigramme fonctionnel et hiérarchique des membres du personnel subventionné ou non, mandat confié au Directeur par le pouvoir organisateur. Management et horaires.
 - B. les bénévoles
 - liste des bénévoles,
 - mesures prises dans le cadre de la collaboration, la concertation et la coordination des bénévoles,
 - divers.
4. L'accueil :
 - Organisation de l'accueil de la ou des personnes en demande d'hébergement et plus particulièrement des enfants.
5. La prise en charge :
 - Admission, non admission et orientation,
 - Collaborations, coordinations et concertations dans la prise en charge sociale, administrative, pédagogique et financière de la personne ou de la famille, à titre indicatif :
 - entre les travailleurs de la maison,
 - entre les travailleurs et les bénévoles,
 - entre les travailleurs de la maison et les intervenants sociaux extérieurs, fréquence des réunions et répartition des tâches.
 - Implication de la personne ou de la famille pendant son séjour,
 - Modes d'acquisition de l'autonomie sociale, à titre indicatif :
 - gestion de la dynamique familiale,
 - gestion de l'image,
 - gestion de la communication,
 - gestion de l'environnement,
 - Coordination de la prise en charge du groupe des hébergés.
6. Conditions de séjour pour les hébergés :

Hébergement, type de chambre :

 - réservée à l'accueil d'urgence, individuelle ou collective,
 - Repas :
 - confectionnés en collectivité ou de manière individuelle,
 - respect des régimes alimentaires et des convictions religieuses ou idéologiques,
 - pédagogie développée autour de la notion de " repas équilibrés " pour les adultes et les enfants,
 - gestion du budget alimentation par les hébergés pendant leur séjour, type d'apprentissage pour l'après séjour,
 - Hygiène corporelle :
 - douches, W.C. et lavabos individuels ou collectifs,
 - pédagogie développée autour de la notion d' " hygiène corporelle " pour les adultes et les enfants, appareils mis à disposition par la maison,
 - Entretien des communs et des chambres :
 - pédagogie développée autour de la notion d' " entretien de l'habitat ",
 - Activités à l'intérieur ou à l'extérieur de la maison, à titre indicatif :
 - activités éducatives, culturelles et ou sportives.
7. Le conseil des hébergés :
 - Responsable de l'animation,
 - Local, fréquence des réunions, secrétariat,
 - Thèmes abordés,
 - Propositions formulées par les hébergés.
8. La sortie :
 - Préparation et programmation pendant le séjour,
 - Démarches menées avec les personnes pour lesquelles une fin de séjour est signifiée par la maison.
9. Modalités d'évaluation du projet d'accompagnement collectif :
 - Qui et avec quel mandat ?
 - Quelle formalisation en est donnée ?
- B. **Emergence de nouvelles problématiques**
 1. Identification des problématiques :
 - quelles évolutions des difficultés sociales avez-vous constatées au niveau de votre public cible ?,
 - des demandes d'hébergement restent-elles insatisfaites ? Comment pourriez-vous caractériser le public qui ne peut entrer dans votre maison ?,
 - vos collaborations avec des acteurs locaux rencontrent-elles au niveau pédagogique et social de gros obstacles ? Ces derniers sont-ils la conséquence d'un manque de visibilité ou d'une opposition de méthode de travail ?

2. Réflexions sur le travail mené :
 - votre projet d'accompagnement collectif ne peut-il être adapté pour coller aux demandes d'hébergement restées sans réponse ?
 - les méthodes de travail social utilisées sont-elles bien en adéquation avec les difficultés vécues par les personnes hébergées ?
 - comment envisagez-vous d'améliorer votre image auprès du grand public et de vos partenaires ?
3. Mise en projet :
 - compte tenu de l'évolution rapide de l'environnement social et économique, sur base de quel levier interne estimez-vous utile d'agir pour répondre à cette évolution ?
 - quel projet souhaitez-vous poursuivre ou développer au vu des difficultés que vous rencontrez dans la gestion des demandes d'hébergement ou des hébergements ?
- C. **Avis du personnel.**
- D. **Avis des bénévoles.**
- E. **Avis du Conseil des Hébergés sur tous les points à l'exception des points 1, 2 et 3 de la présentation générale.**

Annexe 2B

Le projet d'hébergement collectif

A. Présentation générale

1. **L'abri de nuit :**
 - a) Historique et présentation.
 - b) Inscription dans un réseau d'acteurs gérant l'urgence sociale. Énumération des partenaires et des conventions.
2. **Les caractéristiques du projet :**
 - a) Public hébergé,
 - b) Réponses apportées à la demande d'hébergement :
 - en terme de structure,
 - en terme de relais.
3. **Ressources :**
 - a) Ressources humaines :
 - le personnel :
 - a) Organigramme fonctionnel et hiérarchique,
 - b) Rôles et fonctions des intervenants sociaux,
 - c) Mesures prises dans le cadre de la collaboration, la concertation et la coordination du personnel.
 - les bénévoles :
 - a) Liste des bénévoles,
 - b) Mesures prises dans le cadre de la collaboration, la concertation et la coordination des bénévoles.
4. **Conditions d'hébergement :**
 - a) Hébergement :
 - i) type de chambre
 - ii) divers.
 - b) Repas (si offerts) :
 - i) type de repas
 - ii) divers.

C. installations sanitaires.
5. **Modalités d'évaluation du projet d'hébergement collectif :**
 - a) Qui et avec quel mandat?
 - b) Quelle formalisation en est donnée ?

B. Emergence de nouvelles problématiques

1. Identification des problématiques :
 - quelles évolutions des difficultés sociales avez vous constatées au niveau de votre public cible ?
 - des demandes d'hébergement restent-elles insatisfaites ? Comment pourriez-vous caractériser le public qui ne peut entrer dans votre abri de nuit ?
2. Réflexions sur le travail mené :
 - votre projet d'hébergement collectif ne peut-il être adapté pour coller aux demandes d'hébergement restées sans réponse ?
 - les méthodes de travail social utilisées sont-elles bien en adéquation avec les difficultés vécues par les personnes hébergées ?
 - comment envisagez-vous d'améliorer votre image auprès du grand public et de vos partenaires ?
3. Mise en projet :
 - compte tenu de l'évolution rapide de l'environnement social et économique, sur base de quel levier interne estimez-vous utile d'agir pour répondre à cette évolution ?
 - quel projet souhaitez-vous poursuivre ou développer au vu des difficultés que vous rencontrez dans la gestion des demandes d'hébergement ou des hébergements ?

C. Avis des membres du personnel

D. Avis des bénévoles

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 2004 portant exécution du décret du 12 février 2004 relatif à l'accueil, l'hébergement et l'accompagnement des personnes en difficultés sociales.
 Namur, le 3 juin 2004.

Le Ministre Président,
 J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
 Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,
 Th. DETIENNE

Annexe 3

Règlement d'ordre intérieur

Le règlement d'ordre intérieur définit :

- les droits et les devoirs des hébergés,
- les droits et les devoirs du directeur et/ou de son représentant (...),
- les droits et les devoirs du pouvoir organisateur.

Il mentionne :

A. En ce qui concerne la structure d'hébergement :

- la dénomination, le (ou les) siège (s) d'activité ou siège social, leur localisation et leur titre de fonctionnement,
- le nom de la (du) directrice (eur),
- la description sommaire de la structure d'hébergement, ses jours et heures d'ouverture,
- les mesures prises pour assurer la sécurité physique des personnes au sein de la structure d'hébergement.

B. En ce qui concerne l'hébergement :

- le respect des règles de vie en communauté pour les hébergés,
- une brève description des modalités de la vie journalière pour un hébergé au sein de la structure,
- le respect de la vie privée des hébergés, de leur intimité et ce qui est mis en place pour permettre l'exercice de droits fondamentaux (droit de garde, visite de parents, etc.),
- les modalités de mise en œuvre et d'animation du conseil des hébergés,
- l'énumération des obligations du responsable de la maison dans le cadre de la participation financière, de la consultation du dossier des hébergés, de la liberté de participation au conseil des hébergés et à des ateliers "formatifs" ou "occupationnels",
- l'adresse du service de l'administration régionale où les plaintes peuvent être adressées,
- l'adresse du bourgmestre compétent pour recevoir les plaintes.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 2004 portant exécution du décret du 12 février 2004 relatif à l'accueil, l'hébergement et l'accompagnement des personnes en difficultés sociales.
 Namur, le 3 juin 2004.

Le Ministre-Président,
 J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
 Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,
 Th. DETIENNE

Annexe 4

Modèle d'attestation incendie

Partie 1

(Cette partie doit être remplie préalablement à la délivrance de l'attestation par le bourgmestre)

Le soussigné

Chef de service d'incendie de et àdéclare que
 la maison d'accueil* - maison de vie communautaire* - maison d'hébergement de type familial* - abri de nuit* - pour
 personnes en difficultés sociales

située à
 ruen°

Première possibilité**

a) les mesures de sécurité et de protection contre l'incendie sont satisfaisantes pour l'hébergement
 depersonnes en difficultés sociales,

Deuxième possibilité**

b) les mesures de sécurité et de protection contre l'incendie sont insatisfaisantes pour ce qui concerne les points
 repris ci-dessous :

-
-
-
-
-

Pour ces raisons, la mise en activité de la structure d'hébergement - la poursuite des activités de la structure
 d'hébergement - ne devrait pas être autorisée.*

Pour ce qui concerne les points repris ci-dessous :

-
-
-
-
-

Ces raisons ne constituent pas, à mon avis, un obstacle à la mise en activité de la structure d'hébergement - à la poursuite des activités de la structure d'hébergement pour un hébergement d'un maximum de personnes en difficultés sociales.

Il devra toutefois y être satisfait dans un délai de**

De toute manière, lorsque la structure d'hébergement aura répondu aux points repris ci-dessus, et que leur exécution aura** été vérifiée, elle satisfera aux mesures de sécurité et de protection en matière d'incendie.

Le Chef de service d'incendie
(date et signature)

(*) Biffer les mentions qui ne sont pas d'application.

(**) Biffer les mentions qui ne sont pas d'application et compléter.

Partie 2

(Partie réservée au bourgmestre)

Vu l'attestation complétée par

Chef du service d'incendie, le Concernant la maison d'accueil* - la maison de vie communautaire* - la maison d'hébergement de type familial* - l'abri de nuit* - dénommé(e).....
et géré par

Je soussigné,.....
bourgmestre de

Première possibilité*

a) marque mon accord sur les conclusions du rapport du service d'incendie contenues dans la partie 1 :

Seconde possibilité*

b) ne marque pas mon accord sur les conclusions du rapport du service d'incendie dans la partie 1, pour les raisons suivantes :

En conséquence,

Première possibilité**

a) la mise en activité - la poursuite des activités de la structure d'hébergement - susvisée est autorisée pour l'hébergement de personnes en difficultés sociales pour une période de quatre ans ** - de (à préciser si la période est inférieure à quatre ans).

Deuxième possibilité**

b) la mise en activité - la poursuite des activités de la structure d'hébergement - susvisée est autorisée pour l'hébergement d'un maximum de personnes en difficultés sociales pour une période de et jusqu'à la date du

Durant cette période, il devra être satisfait, en matière de sécurité et de protection contre l'incendie, aux points ci-après :

-
-
-
-
-

Une vérification devra être effectuée par le Chef de service d'incendie.

Troisième possibilité*

C. la mise en activité - la poursuite des activités - n'est pas autorisée*.

Le bourgmestre,
(date et signature)

(*) Biffer les mentions qui ne sont pas d'application.

(**) Biffer les mentions qui ne sont pas d'application et compléter.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 2004 portant exécution du décret du 12 février 2004 relatif à l'accueil, l'hébergement et l'accompagnement des personnes en difficultés sociales.

Namur, le 3 juin 2004.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,
Th. DETIENNE

Annexe 5

Le projet d'accompagnement individualisé

Le projet d'accompagnement individualisé vise à clarifier les relations entre les responsables de la maison, les intervenants psychosociaux ou autres qui sont parties prenantes dans votre accompagnement pendant le séjour au sein de la maison.

Il est nécessaire que nous nous répartissions les tâches à effectuer dans le cadre de la régularisation administrative, sociale et financière de votre situation personnelle ou de celle d'un membre de votre famille résidant dans la maison et que nous programmions leur réalisation dans le temps.

A cette fin, nous devons, après votre premier mois de séjour, confirmer dans un document écrit les différentes orientations que nous prendrons afin d'aboutir aux objectifs que nous nous sommes fixés.

(...) Il s'agit d'une adhésion aux objectifs que la maison et, éventuellement, les intervenants extérieurs fixent avec vous pour faire évoluer votre situation et vos projets.

La durée du séjour dans une maison est toujours limité dans le temps. Ce temps est précieux et nous devons le mettre à profit.

Dans le cadre de son séjour dans la maison "....."
Madame, Mademoiselle, Monsieur s'engage à réaliser les démarches suivantes :

— au niveau administratif, programmation des démarches à réaliser dans un délai de
à dater de la conclusion du projet :

.....
.....
.....

— au niveau financier, programmation des démarches à réaliser dans un délai de
à dater de la conclusion du projet :

.....
.....
.....

— au niveau social, programmation des démarches à réaliser dans un délai de
à dater de la conclusion du projet :

.....
.....
.....

Le personnel de la maison s'engage à mettre tout en œuvre afin que l'hébergé ou sa famille puisse régulariser ou évoluer dans la gestion de ses difficultés. A cette fin, il planifie la réalisation de différentes tâches s'inscrivant dans une période de jours ou mois.

— au niveau administratif, programmation des démarches à réaliser :

— au niveau financier, programmation des démarches à réaliser :

.....
.....
.....

— au niveau social et pédagogique, programmation des démarches à réaliser :

.....
.....
.....

L'intervenant extérieur ou les intervenants extérieurs apportent leurs concours à la réalisation du projet d'accompagnement individualisé en apportant une aide en lien avec leurs compétences :

— au niveau administratif :

.....
.....
.....

— au niveau financier :

.....
.....
.....

— au niveau social et pédagogique :

.....
.....
.....

Le projet d'accompagnement individualisé peut faire à tout moment l'objet d'une révision à la demande d'un de ses co-rédacteurs.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 2004 portant exécution du décret du 12 février 2004 relatif à l'accueil, l'hébergement et l'accompagnement des personnes en difficultés sociales.

Namur, le 3 juin 2004.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,
Th. DETIENNE

Annexe 6

Le cahier de présences

Le cahier se présente sous la forme qui est jugée la plus opportune par la maison.
Il doit être au minimum d'un format A4 et facilement consultable par les services chargés de l'inspection.
Une feuille de présence est établie par personne hébergée de plus de 18 ans.
Elle se présente de la manière suivante :

Feuille de présence

Identité de la personne hébergée :
âge....., nombre de personnes à charge qui l'accompagnent
Date d'arrivée dans la maison :

"signature..."

Nombre de nuitées de présence :

Période	Nombre de nuitées réalisées sur le mois	Signature du responsable	Signature de l'hébergé
1 ^{er} mois de présence			
2 ^e mois			
3 ^e mois			
4 ^e mois			
5 ^e mois			
6 ^e mois			
Total			

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 2004 portant exécution du décret du 12 février 2004 relatif à l'accueil, l'hébergement et l'accompagnement des personnes en difficultés sociales.

Namur, le 3 juin 2004.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,
Th. DETIENNE

Annexe 7

Méthode de calcul et dépenses éligibles pour la détermination de la tarification des services offerts

Dans cette annexe il faut comprendre par :

— année de référence : l'année servant à la détermination du coût éligible et du nombre de nuitées. Elle commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de l'année qui précède celle au cours de laquelle sera appliquée la nouvelle tarification;

— coûts éligibles : les coûts entrant dans la détermination du gîte et du couvert. Ils sont répertoriés dans le tableau ci-dessous. Ce tableau est complété sur base des informations présentées dans le bilan et le compte de résultats de l'année de référence avalisées par le pouvoir organisateur (assemblée générale, conseil de l'aide sociale ou collège des bourgmestre et échevins). Lorsque le responsable d'une maison d'hébergement de type familial est une personne physique, cette dernière certifie sincère et véritable les coûts éligibles;

— nombre de nuitées : le nombre de nuitées enregistrées par la maison d'accueil, la maison de vie communautaire et la maison d'hébergement de type familial pendant l'année de référence.

Le coût réel du gîte et du couvert se déterminent en divisant la somme des coûts éligibles par le nombre de nuitées totales.

Il est calculé pendant les deux premiers mois de l'année civile et entre en vigueur au plus tard à dater du premier avril.

Nuitées réalisées pendant l'année de référence	
Frais hébergement et gîte	
Loyers ou amortissement de l'immeuble	
Charges locatives	
Chauffage	

Electricité	
Télédistribution	
Téléphone sous déduction des éventuelles participations aux frais des utilisateurs	
Eau	
Achat mobilier	
Amortissement achat mobilier	
Literie et lingerie domestique	
Frais de buanderie sous déduction des éventuelles participations aux frais des usagers	
Matériel de puériculture	
Nécessaires premier secours et premiers soins (pharmacie)	
Produits d'entretien	
Valorisation dons mobilier *	
Entretien et réparation immeuble ou amortissement de ceux-ci	
Entretien et réparation du matériel ou amortissement de celui-ci	
Entretien et réparation mobilier	
Amortissement travaux de rénovation	
Achat, installation, entretien et réparation du matériel ou des installations de sécurité ou amortissement de ceux-ci	
Achat petit matériel	
Assurances liées à l'hébergement	
Taxes liées à l'hébergement	
Précompte immobilier	
Partie des frais de matériel roulant lié à l'hébergement	
Amortissement matériel roulant lié au transport des hébergés	
80 % des créances irrécouvrables des hébergés	
Part à charge de l'institution du coût salarial du personnel technique (conciergerie, entretien, cuisine et ouvrier) lié à l'hébergement	
Achats alimentation (incluant l'alimentation adaptée aux enfants)	
Valorisation dons alimentation *	
Divers *	

* Décrivez en quelques lignes la justification de cet item.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 2004 portant exécution du décret du 12 février 2004 relatif à l'accueil, l'hébergement et l'accompagnement des personnes en difficultés sociales.

Namur, le 3 juin 2004.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,
Th. DETIENNE

Annexe 8

Qualifications et formations exigées du personnel

Educateur classe 1

Les porteurs d'un diplôme ou d'un certificat de fin d'études du niveau de l'enseignement supérieur universitaire ou non universitaire, de plein exercice ou de promotion sociale, à orientation pédagogique, psychologique, sociale ou paramédicale, à l'exclusion du diplôme de bibliothécaire-documentaliste, du certificat et du diplôme d'aptitude pédagogique.

Educateur classe 2

Uniquement les éducateurs de classe 2 déjà en service dans une institution agréée à la date du 1^{er} janvier 1976 et porteurs d'un des titres suivants :

- diplôme ou certificat d'une école ou d'un cours technique secondaire supérieur à orientation pédagogique, psychologique ou sociale;
- brevet d'infirmier(e) ou de puéricultrice pour autant que ceux-ci s'occupent d'enfants de 0 à 6 ans;
- diplôme, certificat ou titre assimilé au moins du niveau de l'enseignement normal primaire, pour autant que leurs titulaires s'occupent d'enfants de 3 à 6 ans;
- diplôme de l'enseignement normal gardien.

Educateur classe 2A

Les porteurs d'un des titres suivants :

- diplôme délivré par une université ou par un établissement d'enseignement supérieur de type long si les cycles d'études comportent au moins 4 années;

- diplôme ou certificat de fin d'études secondaires supérieures à orientation pédagogique, sociale ou paramédicale;
- brevet d'infirmier(e);
- brevet de puéricultrice pour autant que celle-ci s'occupe d'enfants de 0 à 6 ans;
- les éducateurs ayant 10 ans d'ancienneté dans la classe 2B.

Educateur classe 2B

- les porteurs d'un diplôme ou certificat de fin d'études secondaires supérieures (formation générale ou technique);
- les éducateurs classe 3, les puéricultrices, les gardes-malades et les aides-familiales et sanitaires ayant dix ans d'ancienneté dans une de ces fonctions.

Educateur classe 3.

Les porteurs d'un des titres suivants :

- diplôme ou certificat de fin d'études secondaires inférieures (formation générale ou technique);
- brevet, certificat ou attestation de fin d'études (terminées avec fruit) professionnelles secondaires supérieures;
- les aides familiales et sanitaires, les gardes-malades, qui possèdent un des titres suivants :
 - brevet d'aide ou d'auxiliaire familial et sanitaire ou certificat de qualification d'assistante familiale et sanitaire,
 - certificat de garde-malade ou brevet d'hospitalier(e) ou brevet d'assistant(e) en soins hospitaliers.

Assistant social.

Les porteurs du diplôme octroyant ce titre.

Licencié en sciences humaines.

Les porteurs du diplôme octroyant ce titre.

Directeur.

- Les porteurs d'un diplôme ou d'un certificat de fin d'études du niveau de l'enseignement supérieur universitaire ou non universitaire, de plein exercice ou de promotion sociale, à orientation pédagogique, psychologique, sociale ou paramédicale et qui satisfont à la condition suivante :
 - Justifier d'une expérience d'au moins trois années de service dans une fonction éducative, sociale, pédagogique, psychologique ou paramédicale exercée dans le secteur de l'aide aux personnes;
- Les directeurs qui, à la date de publication au *Moniteur belge* du présent arrêté, étaient engagés comme directeurs et possédaient, à cette même date, les qualifications requises pour l'exercice de cette fonction;

Puériculteur (rice)

Les porteurs d'un brevet ou certificat octroyant ce titre.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 2004 portant exécution du décret du 12 février 2004 relatif à l'accueil, l'hébergement et l'accompagnement des personnes en difficultés sociales.

Namur, le 3 juin 2004.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,
Th. DETIENNE

Annexe 9

Formulaire de demande dérogation à la durée de séjour.**1. Coordonnées de la Maison d'Accueil**

1.1 Dénomination :

1.2 Adresse :

1.3 Téléphone :

2. Bénéficiaire(s) de la demande de dérogation

<u>Nom et prénom</u>	<u>Date naiss.</u>	<u>Nationalité</u>	<u>Lien de parenté</u>

2.2 Hébergés au sein de la Maison d'Accueil depuis le :

2.3 Prolongation souhaitée jusqu'au :

2.4 Première, deuxième ou troisième demande de prolongation de 90 nuits (*)

2.5 S'agit-il du premier passage dans une structure d'hébergement agréée dans le cadre du décret " accueil, hébergement et accompagnement des personnes en difficultés sociales ?

OUI - NON - INCONNU (*)

2.6 Si non, précisez les dates et durées des séjours antérieurs dans votre association et si possible dans les autres structures d'hébergement (nombre de jours) :

Dans votre maison d'accueil :

du..... au..... soit.....jours

du..... au..... soit.....jours

du..... au..... soit.....jours

Dans une autre structure d'hébergement :

du..... au..... soit.....jours

au sein de.....

du..... au..... soit.....jours

au sein de.....

du..... au..... soit.....jours

au sein de.....

3. Situation sociale et administrative à la fin de la période autorisée de séjour

3.1. Au niveau administratif et financier :

Objectifs fixés :

.....
.....
.....

Objectifs atteints :

.....
.....
.....

3.2 Au niveau social et pédagogique :

Objectifs fixés :

.....
.....
.....

Objectifs atteints :

.....
.....
.....

3.3 Relevé des interventions des partenaires présents ou non dans le projet d'accompagnement individualisé :

.....
.....
.....

4. Objectif (s) principaux fixés à la prolongation du séjour par la ou les personnes :

.....
.....
.....

5. Exposé des circonstances ayant motivé la demande :

.....
.....
.....

6. Exposé des mesures sociales qui seront mises en œuvre pour respecter le nouveau délai.

6.1 Problèmes administratifs et financiers :

Objectifs poursuivis :

.....
.....
.....

6.2 Problèmes sociaux et pédagogiques :

Objectifs poursuivis :

.....
.....
.....

6.3 Problèmes liés à la santé ou au handicap :

Objectifs poursuivis :

.....
.....
.....

6.4 Pistes de travail pour la recherche d'un logement ou d'un hébergement plus adapté :

Est-il envisagé un séjour en maison de vie communautaire ? Si oui, vers quelle maison.

.....
.....
.....

Date :.....

Travailleur social référent :

Signature :

Le Directeur :

Signature :

Le Bénéficiaire :

Signature :

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 2004 portant exécution du décret du 12 février 2004 relatif à l'accueil, l'hébergement et l'accompagnement des personnes en difficultés sociales.
Namur, le 3 juin 2004.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,
Th. DETIENNE

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 2004 — 4283

[2004/203246]

3 JUNI 2004. — Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van het decreet van 12 februari 2004 betreffende de opvang van, het verschaffen van een onderkomen aan en de begeleiding van in sociale moeilijkheden verkerende personen

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 12 februari 2004 betreffende de opvang van, het verschaffen van een onderkomen aan en de begeleiding van in sociale moeilijkheden verkerende personen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 10 maart 2004;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 11 maart 2004;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur des villes, communes et provinces de la Région wallonne" (Hoge raad van de steden, gemeenten en provincies van het Waalse Gewest), gegeven op 1 april 2004;

Gelet op het advies van de Raad van State, uitgebracht op 25 mei 2004, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Dit besluit regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet een aangelegenheid bedoeld in artikel 128, § 1, van de Grondwet.

Art. 2. In de zin van dit decreet wordt verstaan onder :

1° decreet : het decreet van 12 februari 2004 betreffende de opvang van, het verschaffen van een onderkomen aan en de begeleiding van in sociale moeilijkheden verkerende personen;

2° inrichtingen : opvangtehuizen, gemeenschapshuizen, nachtsielen en opvangtehuizen van het gezinstype;

3° huizen : opvangtehuizen, gemeenschapshuizen en opvangtehuizen van het gezinstype;

4° Minister : de Minister bevoegd voor Sociale Aangelegenheden;

5° Commissie : de Adviescommissie inzake de opvangtehuizen, gemeenschapshuizen, nachtsielen en opvangtehuizen van het gezinstype;

6° administratie : het Directoraat-generaal Sociale Actie en Gezondheid van het Ministerie van het Waalse Gewest.

HOOFDSTUK II. — *Erkenning, tijdelijke werkingsvergunning en beginselakkoord*

Afdeling 1. — Toekenning van de erkenning

Art. 3. § 1. Elke inrichting richt haar aanvraag om erkenning bij ter post aangetekend schrijven aan de administratie. Een afschrift wordt aan de Minister overgemaakt.

Naast de gegevens vereist krachtens artikel 12, § 1, van het decreet, bevat het aanvraagdossier voor de opvangtehuizen en de gemeenschapshuizen :

1° een afschrift van de benoemingsakten of van de arbeidsovereenkomsten van de personeelsleden en van de overeenkomsten gesloten met vrijwilligers;

2° een afschrift van de verzekeringspolissen inzake brand en burgerlijke aansprakelijkheid aangegaan door het opvangtehuis of het gemeenschapshuis.

Naast de gegevens vereist krachtens artikel 12, § 2, en krachtens artikel 12, § 3, van het decreet, bevat het aanvraagdossier voor de nachtsielen en de opvangtehuizen van het gezinstype :

1° de vermelding van het type publiek dat ondergebracht dient te worden door het nachtsiel of het opvangtehuis van het gezinstype;

2° een afschrift van de benoemingsakten of van de arbeidsovereenkomsten van de personeelsleden en van de overeenkomsten gesloten met vrijwilligers;

3° een afschrift van de verzekeringspolissen inzake brand en burgerlijke aansprakelijkheid aangegaan door het nachtsiel of het opvangtehuis van het gezinstype.

§ 2. In geval van aanvraag om hernieuwing voegen het opvangtehuis, het gemeenschapshuis en het nachtsiel een evaluatie van het project van collectieve begeleiding waarvan sprake in artikel 17, § 1, derde lid, of van het project van collectieve huisvesting bedoeld in artikel 18, § 1, derde lid.

Art. 4. De administratie stuurt een bericht van ontvangst naar de aanvrager binnen tien dagen na ontvangst van de aanvraag.

De administratie gaat na of de aanvraag volledig is en verzoekt de aanvrager desgevallend om de ontbrekende stukken of gegevens binnen de maand na ontvangst van de aanvraag.

Als het dossier volledig is, stuurt ze onmiddellijk een schrijven naar de inrichting om haar daarop te wijzen.

Art. 5. Binnen de maand na verzending van het schrijven bedoeld in artikel 4, derde lid, maakt de administratie het dossier samen met haar advies aan de Commissie over.

De Commissie geeft de Minister advies binnen twee maanden na ontvangst van het dossier.

Art. 6. De Minister beslist over de aanvraag binnen twee maanden na ontvangst van het advies van de Commissie. De beslissing wordt bij ter post aangetekend schrijven aan de aanvrager meegedeeld.

Art. 7. De hernieuwing van de aanvraag wordt minstens zes maanden vóór de verstrijkdatum van de lopende vergunning aangevraagd.

De artikelen 3 tot 6 zijn toepasselijk op de aanvraag om hernieuwing.

Als de aanvraag om hernieuwing ingediend wordt binnen de termijn bedoeld in het eerste lid, blijft de lopende erkenning geldig tot de kennisgeving van de beslissing van de Minister.

Afdeling 2. — Toekenning van de tijdelijke werkingsvergunning en beginselakkoord

Art. 8. De artikelen 3, § 1, en 4 tot 6 zijn toepasselijk op de aanvraag om tijdelijke werkingsvergunning ingediend overeenkomstig artikel 14, § 1, van het decreet.

Elke aanvraag om verlenging van de tijdelijke werkingsvergunning wordt minstens twee maanden vóór de verstrijkdatum van de lopende vergunning verstuurd. Als de aanvraag om hernieuwing ingediend wordt binnen die termijn, blijft de lopende vergunning geldig tot de kennisgeving van de beslissing van de Minister.

Art. 9. De aanvragen om beginselakkoord ingediend overeenkomstig artikel 14, § 2, van het decreet worden per telefax of brief aan de Minister gericht of tegen ontvangstbewijs afgegeven.

De Minister beslist over de aanvraag uiterlijk de werkdag na de dag van ontvangst ervan.

De beslissing wordt per telefax aan de aanvrager meegedeeld of tegen ontvangstbewijs afgegeven.

Afdeling 3. — Opschorting, inkorting en intrekking van de erkenning, de tijdelijke werkingsvergunning of het beginselakkoord

Art. 10. Als de administratie voorstelt om de erkenning, de tijdelijke werkingsvergunning of het beginselakkoord te schorsen, te beperken of in te trekken, verwittigt ze betrokken inrichting bij per post aangetekend schrijven.

Het voorstel tot opschorting, inkorting en intrekking vermeldt de motieven die zulks rechtvaardigen.

De inrichting beschikt over een termijn van vijftien dagen, die ingaat op de datum van ontvangst van het voorstel, om haar geschreven opmerkingen aan de administratie te richten.

Die termijn wordt tot tien dagen ingekort als het voorstel een beginselakkoord betreft.

De afgevaardigd ambtenaar vult het dossier aan met de geschreven opmerkingen van de huisvestingsstructuur, met elk nuttig gegeven en stuk dat hij inzamelt en met het proces-verbaal van verhoor van de vertegenwoordiger van de inrichting.

Daartoe roept hij de vertegenwoordiger van de inrichting op bij ter post aangetekend schrijven of per brief afgegeven tegen ontvangstbewijs, met opgave van de plaats en het uur van het verhoor.

De oproeping vermeldt de mogelijkheid om zich door een raadsman te laten bijstaan.

De weigering om op te dagen of om zijn verweermiddelen te laten gelden, wordt in het proces-verbaal geacteerd.

Art. 11. De afgevaardigd ambtenaar stelt een rapport op en, als het voorstel tot opschorting, inkorting en intrekking betrekking heeft op een erkenning of een tijdelijke werkingsvergunning, maakt hij zijn rapport samen met het dossier binnen vijftien dagen na de verhoordatum voor advies aan de Commissie over.

Art. 12. De Commissie geeft de Minister advies binnen twee maanden na de datum van ontvangst van het voorstel tot opschorting, inkorting en intrekking.

Art. 13. Als het voorstel tot opschorting, inkorting en intrekking betrekking heeft op een erkenning of een tijdelijke werkingsvergunning, beslist de Minister binnen de maand na ontvangst van het advies van de Commissie.

Als het voorstel tot opschorting, inkorting en intrekking betrekking heeft op een beginselakkoord, beslist de Minister binnen tien dagen na ontvangst van het rapport van de afgevaardigd ambtenaar.

De beslissing tot opschorting, inkorting en intrekking wordt bij ter post aangetekend schrijven aan de huisvestingsstructuur meegedeeld.

De intrekking van de tijdelijke werkingsvergunning of van het beginselakkoord heeft de weigering van de erkenning tot gevolg.

Afdeling 4. — Beroepen

Art. 14. Het beroep tegen een beslissing tot weigering, opschorting, inkorting of intrekking van de erkenning, de tijdelijke werkingsvergunning of het beginselakkoord wordt binnen de maand na de kennisgeving van de betwiste beslissing bij ter post aangetekend schrijven aan de Minister gericht.

Art. 15. De Regering beslist binnen drie maanden na de aangetekende verzending bedoeld in artikel 14.

De termijn bedoeld in het eerste lid wordt tot één maand ingekort als het beroep een beginselakkoord betreft.

Afdeling 5. — Erkenningsvoorwaarden

Art. 16. Naast de erkenningsvoorwaarden bedoeld in de artikelen 8 en 9 van het decreet voldoen de inrichtingen aan de erkenningsvoorwaarden bedoeld in bijlage 1.

HOOFDSTUK III. — Collectieve begeleidingsproject en collectieve huisvestingsproject

Art. 17. § 1. Het collectieve begeleidingsproject wordt in overleg met de sociale en educatieve ploeg uitgewerkt en geëvalueerd door de directeur van het opvangtehuis of van het gemeenschapshuis.

Het houdt rekening met de sociaal-economische omgeving van het opvangtehuis of gemeenschapshuis. De met de externe partners gesloten overeenkomsten worden bij het project gevoegd.

Het wordt hoe dan ook na afloop van het tweede erkenningsjaar geëvalueerd, alsook bij de hernieuwing van de erkenning. De raad van de ondergebrachte personen neemt deel aan de evaluatie.

Elke wijziging in het collectieve begeleidingsproject wordt aan de administratie meegedeeld.

§ 2. Het model van het collectieve begeleidingsproject ligt vast in bijlage 2 bij dit besluit.

Art. 18. § 1. Het collectieve huisvestingsproject wordt in overleg met de educatieve ploeg en de vrijwilligers uitgewerkt en geëvalueerd door de directeur van het nachtasiel.

Het houdt rekening met de sociale omgeving van het nachtasiel en, meer bepaald, met de diensten die instaan voor het beheer van de sociale urgentie. De met de opvangtehuizen en de externe partners gesloten overeenkomsten worden bij het project gevoegd.

Het wordt geëvalueerd na afloop van de openingsperiode bedoeld in artikel 9, § 3, 2°, a, van het decreet. Elke wijziging in het collectieve huisvestingsproject wordt aan de administratie meegedeeld.

§ 2. Het model van het collectieve huisvestingsproject ligt vast in bijlage 2 bij dit besluit.

HOOFDSTUK IV. — *Huishoudelijk reglement*

Art. 19. § 1. Het huishoudelijk reglement wordt uitgewerkt met inachtneming van :

- 1° de religieuze, ideologische, filosofische en culturele overtuigingen van de ondergebrachte personen;
- 2° het privé-leven van de ondergebrachte personen;
- 3° de vrije keuze van de geneesheer voor de ondergebrachte personen.

De raad van de ondergebrachte personen neemt deel aan de uitwerking van het huishoudelijk reglement van de opvangtehuizen en van de gemeenschapshuizen en aan de wijzigingen die erin aangebracht worden.

§ 2. Het model van huishoudelijk reglement ligt vast in bijlage 3 bij dit besluit.

HOOFDSTUK V. — *Brandattest*

Art. 20. Het model van brandattest ligt vast in bijlage 4 bij dit besluit.

HOOFDSTUK VI. — *Geïndividualiseerd begeleidingsproject en aanwezigheidsboek*

Art. 21. Het model van geïndividualiseerd begeleidingsproject en aanwezigheidsboek ligt vast in de bijlagen 5 en 6 bij dit besluit.

HOOFDSTUK VII. — *Financiële bijdrage van de ondergebrachte personen*

Afdeling 1. — Aanbieden diensten en desbetreffende prijzen

Art. 22. De financiële bijdrage van de ondergebrachte persoon dekt het onderkomen. Ze dekt ook de maaltijden als ze deel uitmaken van de aangeboden diensten.

Ze dekt geen andere diensten dan die bedoeld in het eerste lid.

Art. 23. De financiële bijdrage houdt rekening met de reële kost van de diensten.

De financiële bijdrage voor het onderkomen en de maaltijden mag dagelijks niet lager zijn dan 6 per persoon en mag niet hoger zijn dan 4/10e van de bestaansmiddelen van de ondergebrachte persoon.

Voor het onderbrengen van kinderen kan het opvangtehuis of het gemeenschapshuis al naar gelang het collectieve begeleidingsproject ervan evenwel verzoeken om een financiële bijdrage die lager is dan de bedragen bedoeld in het eerste en het tweede lid.

De bedragen bedoeld in dit artikel worden gekoppeld aan de index van de consumptieprijzen 111,64 die toepasselijk is op 1 juni 2004 (basis 1996 = 100).

Art. 24. De reële kost van het onderkomen en van het onderkomen en de maaltijden wordt jaarlijks vastgelegd.

De methode voor de berekening van de reële kost en de lijst van de toelaatbare uitgaven worden vastgelegd overeenkomstig bijlage 7. Het tehuis waarvan de reële kost hoger is dan de minima bedoeld in artikel 23, verwittigt de administratie.

Afdeling 2. — In aanmerking te nemen bestaansmiddelen

Art. 25. De overeenkomstig artikel 9, § 5, 4°, van het decreet in aanmerking te nemen bestaansmiddelen zijn de volgende op voorwaarde dat ze daadwerkelijk ontvangen worden door de ondergebrachte persoon :

- 1° de inkomens van het werk;
- 2° de vervangingsinkomens, met inbegrip van die welke toegekend worden krachtens de wetgeving betreffende de uitkeringen aan gehandicapte personen;
- 3° het leefloon of de daarmee gelijkgestelde sociale hulp;
- 4° het gewaarborgd inkomen voor bejaarde personen;
- 5° de overlevings- en pensioenuitkeringen;
- 6° de gezinstoelagen en het alimentatiegeld, inclusief die ontvangen door de kinderen van de ondergebrachte persoon. Deze laatste mogen evenwel slechts tot 2/3e van het bedrag ervan in aanmerking genomen worden.

HOOFDSTUK VIII. — *Personeel en minimale begeleidingsnormen*

Art. 26. Elk opvangtehuis beschikt over :

1° minstens één opvoeder (drievierde tijd) met minimum een kwalificatie klasse 2A als het over 10 tot 20 erkende plaatsen beschikt;

2° minstens één maatschappelijk assistent (halftijds) met minimum een kwalificatie klasse 2A als het over 21 tot 40 erkende plaatsen beschikt;

3° minstens één maatschappelijk assistent (drievierde tijd) en twee opvoeders (voltijds) met minimum een kwalificatie klasse 2A als het over 41 tot 60 erkende plaatsen beschikt;

4° minstens een maatschappelijk assistent (voltijds) en drie opvoeders (voltijds) met minimum een kwalificatie klasse 2A als het over meer dan 60 erkende plaatsen beschikt.

Eén van de personen bedoeld in het eerste lid vervult de functies van directeur.

Art. 27. Elk gemeenschapshuis beschikt over :

1° minstens één opvoeder (halftijds) met minimum een kwalificatie klasse 2A als het over 10 tot 20 erkende plaatsen beschikt;

2° minstens één opvoeder (voltijds) met minimum een kwalificatie klasse 2A als het over 21 tot 40 erkende plaatsen beschikt;

3° minstens één maatschappelijk assistent (halftijds) en één opvoeder (1½ voltijds) met minimum een kwalificatie klasse 2A als het over 41 tot 60 erkende plaatsen beschikt;

4° minstens één maatschappelijk assistent (drievierde tijd) en twee opvoeders (voltijds) met minimum een kwalificatie klasse 2A als het over meer dan 60 erkende plaatsen beschikt.

Eén van de personen bedoeld in het eerste lid vervult de functies van directeur.

Art. 28. Elk nachtasiel beschikt over minstens één halftijdse directeur en één voltijdse opvoeder met minimum een kwalificatie klasse 2A.

Art. 29. De kwalificaties van de personeelsleden liggen vast in bijlage 8 bij dit besluit.

Eén of meer leden van de educatieve ploeg van het opvangtehuis, het gemeenschapshuis of het nachtasiel volgen jaarlijks minstens dertig opleidingsuren, supervisie inbegrepen, i.v.m. de opdrachten van de inrichting, met inachtneming van de volgende modaliteiten :

1° minimum tien uren besteed aan de analyse van de evolutie van het sociaal recht; minimum tien uren besteed aan de evolutie van de praktijken inzake de opvang en de begeleiding van personen met sociale problemen;

2° minimum tien uren supervisie of opleiding besteed aan andere thema's i.v.m. huisvesting.

HOOFDSTUK IX. — *Subsidiëring*

Afdeling I. — Programmering

Art. 30. Het programma bedoeld in artikel 16, tweede lid, van het decreet wordt vastgelegd als volgt :

1° voor de provincie Waals-Brabant :

a) 50 plaatsen voor mannen of vrouwen die niet vergezeld zijn van kinderen;

b) 200 plaatsen voor mannen of vrouwen die vergezeld zijn van kinderen;

2° voor de provincie Henegouwen :

a) 165 plaatsen voor mannen of vrouwen die niet vergezeld zijn van kinderen;

b) 495 plaatsen voor mannen of vrouwen die vergezeld zijn van kinderen;

3° voor de provincie Luik :

a) 165 plaatsen voor mannen of vrouwen die niet vergezeld zijn van kinderen;

b) 495 plaatsen voor mannen of vrouwen die vergezeld zijn van kinderen;

4° voor de provincie Luxemburg :

a) 45 plaatsen voor mannen of vrouwen die niet vergezeld zijn van kinderen;

b) 180 plaatsen voor mannen of vrouwen die vergezeld zijn van kinderen;

5° voor de provincie Namen :

a) 45 plaatsen voor mannen of vrouwen die niet vergezeld zijn van kinderen;

b) 180 plaatsen voor mannen of vrouwen die vergezeld zijn van kinderen.

Afdeling 2. — Toekenning van de subsidies

Onderafdeling 1. — Algemene subsidies voor personeelsuitgaven

Art. 31. Binnen de perken van de begrotingskredieten ontvangen de opvangtehuizen subsidies om de volgende personeelskosten te dekken :

1° 10 plaatsen : 1 maatschappelijk assistent (voltijds) en 0,5 opvoeder klasse 1 (voltijds);

2° van 11 tot 15 plaatsen : 1 directeur (voltijds), 1 maatschappelijk assistent (voltijds) en 1,5 opvoeder klasse 1 (voltijds);

3° van 16 tot 20 plaatsen : 1 directeur (voltijds), 1 maatschappelijk assistent (voltijds) en 2 opvoeders klasse 1 (voltijds);

4° van 21 tot 30 plaatsen : 1 directeur (voltijds), 1 maatschappelijk assistent (voltijds) en 3 opvoeders klasse 1 (voltijds);

5° van 31 tot 40 plaatsen : 1 directeur (voltijds), 1 maatschappelijk assistent (voltijds) en 4 opvoeders klasse 1 (voltijds);

6° van 41 tot 50 plaatsen : 1 directeur (voltijds), 1 maatschappelijk assistent (voltijds) en 4,5 opvoeders klasse 1 (voltijds);

7° van 51 tot 60 plaatsen : 1 directeur (voltijds), 1 maatschappelijk assistent (1½ voltijds) en 5 opvoeders klasse 1 (voltijds);

8° meer dan 60 plaatsen : 1 directeur (voltijds), 2 maatschappelijk assistenten (voltijds) en 5 opvoeders klasse 1 (voltijds).

De subsidies worden bij voorrang toegekend aan de opvangtehuizen die op de dag van de aanvraag een subsidie krijgen van het Waalse Gewest.

Art. 32. Binnen de perken van de begrotingskredieten ontvangen de gemeenschapshuizen subsidies de volgende personeelskosten te dekken :

1° van 10 tot 30 plaatsen : 0,5 maatschappelijk assistent (voltijds) en 1 opvoeder klasse 1 (voltijds);

2° van 31 tot 60 plaatsen : 0,75 maatschappelijk assistent (voltijds) en 1,5 opvoeder klasse 1 (voltijds);

3° meer dan 60 plaatsen : 1 maatschappelijk assistent (voltijds) en 2 opvoeders klasse 1 (voltijds).

De subsidies worden bij voorrang toegekend aan de gemeenschapshuizen die op de dag van de aanvraag een subsidie krijgen van het Waalse Gewest.

Onderafdeling 2. — Specifieke subsidies voor personeelsuitgaven

Art. 33. Binnen de perken van de begrotingskredieten ontvangen de opvangtehuizen met een overeenkomstig artikel 31 gesubsidieerde capaciteit van minimum 20 plaatsen subsidies ter dekking van de volgende kosten van het personeel belast met de pedagogische begeleiding van de kinderen :

1° 20 plaatsen : 0,5 opvoeder klasse 2, 2A, 2B, 3 of kinderverzorger;

2° van 21 tot 30 plaatsen : 0,75 opvoeder klasse 2, 2A, 2B, 3 of kinderverzorger;

3° van 31 tot 40 plaatsen : 1 opvoeder klasse 2, 2A, 2B, 3 of kinderverzorger;

4° van 41 tot 50 plaatsen : 1,25 opvoeder klasse 2, 2A, 2B, 3 of kinderverzorger;

5° van 51 tot 60 plaatsen : 1,5 opvoeder klasse 2, 2A, 2B, 3 of kinderverzorger;

6° meer dan 60 plaatsen : 1,75 opvoeder klasse 2, 2A, 2B, 3 of kinderverzorger.

De subsidies worden toegekend voorzover het opvangtehuis voor de twee kalenderjaren voorafgaand aan de aanvraag kan bewijzen dat 25 % of meer van het totaal aantal overnachtingen kindervernachtingen zijn.

Art. 34. § 1. Binnen de perken van de begrotingskredieten ontvangen de opvangtehuizen met een overeenkomstig artikel 31 gesubsidieerde capaciteit van minimum 20 plaatsen en met een collectief begeleidingsproject waarvan de uitvoering het tot stand brengen van een sociale of psychosociale begeleiding van kinderen onder drie jaar vereist, subsidies ter dekking van de volgende personeelskosten :

- 1° 20 plaatsen : 0,5 maatschappelijk assistent of licentiaat in de menswetenschappen;
- 2° van 21 tot 30 plaatsen : 0,75 maatschappelijk assistent of licentiaat in de menswetenschappen;
- 3° van 31 tot 40 plaatsen : 1 maatschappelijk assistent of licentiaat in de menswetenschappen;
- 4° van 41 tot 50 plaatsen : 1,25 maatschappelijk assistent of licentiaat in de menswetenschappen;
- 5° van 51 tot 60 plaatsen : 1,5 maatschappelijk assistent of licentiaat in de menswetenschappen;
- 6° meer dan 60 plaatsen : 1,75 maatschappelijk assistent of licentiaat in de menswetenschappen.

De subsidies worden toegekend voorzover het opvangtehuis voor de twee kalenderjaren voorafgaand aan de aanvraag kan bewijzen dat 25 % of meer van het totaal aantal overnachtingen kindervernachtingen zijn.

§ 2. Binnen de perken van de begrotingskredieten ontvangen de opvangtehuizen met een collectief begeleidingsproject waarvan de uitvoering teleonthaal vereist alsook de mogelijkheid van 24 uur/24 onderkomen voor de slachtoffers van geweld subsidies ter dekking van de personeelskosten voor een maatschappelijk assistent of licentiaat in de menswetenschappen (voltijds).

§ 3. Binnen de perken van de begrotingskredieten ontvangen de opvangtehuizen met een erkende capaciteit van minstens 50 plaatsen en een collectief begeleidingsproject waarvan de uitvoering een noodopvangst van in sociale moeilijkheden verkerende personen vereist, subsidies ter dekking van de personeelskosten van een opvoeder klasse 2A (voltijds).

De subsidies worden toegekend als het opvangtehuis gelegen is in een bestuursarrondissement dat minstens één stad of gemeente van meer dan 30 000 inwoners telt.

Per bestuursarrondissement kan slechts één opvangtehuis de subsidie genieten. Voorrang wordt gegeven aan het opvangtehuis met de hoogste erkende huisvestingscapaciteit.

Art. 35. Binnen de perken van de begrotingskredieten ontvangen de opvangtehuizen met een overeenkomstig artikel 31 gesubsidieerde capaciteit een forfaitaire subsidie van 20.000 EUR per jaar ter dekking van de personeelskosten van een opvoeder 2A (voltijds) belast met de opvolging na het onderbrengen en/of van de werkingskosten voor het vervullen van zijn opdracht.

De subsidies worden toegekend voor zover de volgende voorwaarden vervuld zijn :

- 1° de opvolging na de opvang is bestemd voor elke persoon die in een opvangtehuis ondergebracht werd;
- 2° het opvangtehuis begeleidt minstens 20 gezinnen tegelijkertijd;
- 3° het opvangtehuis maakt deel uit van een sociaal contactpunt zoals bedoeld in het decreet van 17 juli 2003 betreffende de sociale insluiting of, bij gebreke daarvan, van een sociale noodvoorziening, een sociale coördinatie of een plan voor buurtpreventie zoals bedoeld in het decreet van 15 mei 2003 betreffende de buurtpreventie in de Waalse steden en gemeenten;
- 4° het opvangtehuis toont aan dat de bestaande opvangtehuizen in bedoeld arrondissement op de hoogte gebracht zijn van zijn aanvraag.

Per bestuursarrondissement kan slechts één opvangtehuis gesubsidieerd worden voor de naopvang.

Als het arrondissement een stad van meer dan 30 000 inwoners telt, moet het gesubsidieerde opvangtehuis in deze stad gevestigd zijn.

In elk geval wordt voorrang gegeven aan het opvangtehuis met de hoogste erkende huisvestingscapaciteit.

Niettegenstaande het vijfde lid, wordt de subsidie prioritair toegekend aan de opvangtehuizen die op de dag van de aanvraag door het Waalse Gewest gesubsidieerd worden voor de naopvang.

Onderafdeling 3. — Gemeenschappelijke bepalingen voor de personeelsuitgaven

Art. 36. § 1. Behalve de subsidies bedoeld in artikel 35 dekken de subsidies voor personeelsuitgaven voor 100 % :

- 1° de brutowedde van het personeel;
- 2° de werkgeversbijdragen, de bijdragen betreffende het vakantiegeld, de eindejaarspremie, de andere diverse kosten in verband met de verplichtingen betreffende collectieve arbeidsovereenkomsten ondertekend in het kader van de paritaire commissie 319.12 en andere wettelijke verplichtingen betreffende het personeel, beperkt tot 50 % van de uitgaven bedoeld in 1°.

§ 2. In geval van toepassing van de bepalingen bedoeld in punt 2.3. van de raamovereenkomst voor de non-profit sector gesloten op 16 mei 2000 dient de personeelsformatie bedoeld in de artikelen 31 tot 34 van het decreet bestendig ingevuld te zijn voor elk van de voorziene functies.

Het deel van de subsidies ter dekking van de halftijdse prestatie die niet meer wordt verricht door begunstigde van de maatregel wordt beperkt als volgt :

Functie	Basisschaal /2	Maximum (150 %)
Vanaf 1 januari 2004		
Directeur	$D_{23}/2 = 16.967,755 \text{ EUR}$	25.451,63 EUR
Maatschappelijk assistent	$A_{27}/2 = 14.316,875 \text{ EUR}$	21.475,31 EUR
Opvoeder klasse 1	$E_{29}/2 = 14.055,315 \text{ EUR}$	21.082,97 EUR
Opvoeder klasse 2 of 2A	$E_{29}/2 = 12.041,155 \text{ EUR}$	18.061,7325 EUR
Opvoeder klasse 2B of 3	$E_{29}/2 = 9.960,75 \text{ EUR}$	14.941,125 EUR
Kinderverzorger	$P_{29}/2 = 9.492,96 \text{ EUR}$	14.239,44 EUR
Vanaf 1 januari 2005		
Directeur	$D_{23}/2 = 17.161,065 \text{ EUR}$	25.741,60 EUR
Maatschappelijk assistent of opvoeder	$A_{27} / 2 = E_{27}/2 = 14.502,06 \text{ EUR}$	21.753,09 EUR

Functie	Basisschaal /2	Maximum (150 %)
Opvoeder klasse 2 of 2A	$E_{29}/2 = 12.525,91$ EUR	18.788,865 EUR
Opvoeder klasse 2B of 3	$E_{29}/2 = 10.113,45$ EUR	15.170,175 EUR
Kinderverzorger	$E_{29}/2 = 9.672,16$ EUR	14.508,24 EUR

Deze bedragen dienen gerechtvaardigd te worden door de stortingen op het fonds voor bestaanszekerheid, door de brutowedde van de werknemer die de halftijdse vervangingsprestatie in de functie verricht en door de bijhorende lasten tot maximum 50 % van de brutowedde.

Art. 37. De brutowedde en de anciënniteit van het personeel bedoeld in artikel 36 worden slechts in aanmerking binnen de perken voorzien in de weddeschalen die vastgelegd werden bij de collectieve arbeidsovereenkomst van 10 mei 2001 van de paritaire commissie 319.02.

De weddeschalen zijn gekoppeld aan de schommelingen van de prijzenindex overeenkomstig de regels voorgeschreven bij de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld.

Ze worden gekoppeld aan het indexcijfer 138.01 van 1 januari 1990.

Art. 38. § 1. Tussentijdse verhogingen worden toegekend voor effectieve diensten die beschouwd kunnen worden als nuttige ervaring en die het personeel eerder gepresteerd heeft bij instellingen erkend of gesubsidieerd door een overheid onder Belgisch, buitenlands of internationaal recht.

De Minister beoordeelt of de diensten bedoeld in het eerste lid uit hoofde van betrokkene als nuttige ervaring beschouwd kunnen worden.

§ 2. Het deeltijds geworven personeelslid krijgt de tussentijdse verhogingen op dezelfde manier als een voltijds geworven personeelslid.

§ 3. De in aanmerking komende diensten die volle maanden dekken worden rechtstreeks gevaloriseerd in de geldelijke anciënniteit.

De in aanmerking komende diensten die fracties van maanden dekken, komen in aanmerking vanaf de 15e werkdag. De maand waarop die prestaties betrekking hebben wordt volledig ingecalculiseerd.

§ 4. De anciënniteiten worden in aanmerking genomen in de maand van de overlegging van voor echt verklaarde documenten waarin melding wordt gemaakt van o.a. de naam en de geboortedatum van het personeelslid, de naam van de werkgevers, het doel van de dienst en de aard van de betrekking, het statuut, het aantal gepresteerde uren, alsook het bewijs dat deze diensten erkend of gesubsidieerd waren door de overheden of instellingen bedoeld in § 1.

§ 5. Op grond van een behoorlijk gemotiveerde aanvraag kan de Minister een nuttige ervaring erkennen in de diensten die niet erkend of gesubsidieerd worden door de overheden of instellingen bedoeld in § 1.

Art. 39. Om te voldoen aan de verplichtingen inzake de aan de werknemers te verlenen vakbondspremie en overeenkomstig de sectorale bepalingen wordt een subsidie toegekend aan de opvangtehuizen, de gemeenschapshuizen of aan het daartoe voorziene fonds voor bestaanszekerheid.

Art. 40. Elke personeelswijziging wordt uiterlijk 15 dagen na de wijziging door de opvangtehuizen en de gemeenschapshuizen aan de administratie meegedeeld.

Art. 41. De kwalificaties van de voor de subsidies in aanmerking komende personeelsleden liggen vast in bijlage 8 bij dit besluit.

Onderafdeling 4. — Subsidies voor werkingskosten

Art. 42. § 1. Binnen de perken van de begrotingskredieten ontvangen de opvangtehuizen die overeenkomstig artikel 31 gesubsidieerd worden een jaarlijkse subsidie van :

1° 400 EUR per gesubsidieerde plaats voor opvangtehuizen die mannen of vrouwen onderbrengen die niet vergezeld zijn van kinderen;

2° 600 EUR per gesubsidieerde plaats voor opvangtehuizen die mannen of vrouwen onderbrengen die vergezeld zijn van kinderen.

Er wordt van uitgegaan dat een opvangtehuis van kinderen vergezeld mannen of vrouwen onderbrengt als 25 % of meer van het totaal aantal overnachtingen kindovernachtingen zijn.

§ 2. Binnen de perken van de begrotingskredieten ontvangen de gemeenschapshuizen een jaarlijkse subsidie van :

1° 2.500 EUR voor 10 tot 30 plaatsen;

2° 6.250 EUR voor 31 tot 60 plaatsen;

3° 8.750 EUR voor meer dan 60 plaatsen.

Art. 43. De opleidingskosten voor het personeel en het administratief personeel kunnen in de werkingskosten ingecalculiseerd worden.

Art. 44. De subsidies ter dekking van de werkings- en/of personeelskosten bedoeld in artikel 35 en de werkingskosten vallen onder de toepassing van de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, toelagen en tegemoetkomingen ten laste van de openbare schatkist, sommige sociale uitkeringen, de bezoldigingsgrenzen waarmee rekening dient gehouden bij de berekening van sommige bijdragen van de sociale zekerheid der arbeiders, alsmede de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen, aan het indexcijfer van de consumptieprijzen worden gekoppeld.

De subsidies worden gekoppeld aan het indexcijfer 111,64 van de consumptieprijzen van toepassing op 1 juni 2004 (basis 1996 = 100).

Onderafdeling 5. — Aanvraag en berekening van de subsidies, modaliteiten voor de toekenning ervan

Art. 45. Voor de toepassing van de artikelen 33, 34 en 42 wordt het bedrag van de subsidies onder voorbehoud van afdeling 3 vastgelegd op grond van het aantal plaatsen dat in overweging genomen wordt in het kader van de artikelen 31 en 32.

Art. 46. § 1. Onder voorbehoud van het tweede lid wordt de aanvraag om subsidiëring bedoeld in de artikelen 31, 32 en 42 samen met de aanvraag om erkenning ingediend. Zij bevat :

1° het aantal aangevraagde plaatsen voor :

a) mannen of vrouwen die niet vergezeld zijn van kinderen;

b) mannen of vrouwen die vergezeld zijn van kinderen;

2° de vermelding van de andere eventuele subsidiëringsbronnen van het opvangtehuis of gemeenschapshuis door de overheid, ongeacht het niveau ervan.

In geval van eerste erkenning wordt de aanvraag om subsidiëring ingediend in de loop van het eerste kwartaal na het tweede erkenningsjaar.

§ 2. De aanvraag om subsidiëring bedoeld in de artikelen 33, 34 en 35 wordt ingediend, hetzij samen met de aanvraag om erkenning, hetzij tijdens de erkenningsperiode.

Art. 47. De toekenning van de subsidies maakt het voorwerp uit van vier driemaandelijke voorschotten die gelijk zijn aan 22,5 % van de subsidie berekend overeenkomstig de bepalingen van dit hoofdstuk.

De driemaandelijke voorschotten worden betaald uiterlijk 15 februari voor het eerste kwartaal, 15 mei voor het tweede kwartaal, 15 augustus voor het derde kwartaal en 15 november voor het vierde kwartaal.

Het saldo van het afgelopen jaar wordt uitbetaald na onderzoek van de bewijsstukken, die uiterlijk 30 april aan de administratie overgemaakt worden.

Afdeling 3. — Vermindering en afschaffing van de subsidies

Art. 48. De bezettingsgraad van een opvangtehuis of een gemeenschapshuis wordt berekend op grond van het aantal plaatsen die dienen voor de bepaling van de begeleiding bedoeld in de artikelen 31 of 32.

Art. 49. De subsidies bedoeld in artikel 15, § 1 en § 2, eerste lid, van het decreet kunnen om de twee jaar verminderd worden.

Om het bedrag van de subsidies te behouden die hem toegekend worden overeenkomstig artikel 15, § 1 en § 2, eerste lid, van het decreet, levert het opvangtehuis over een periode van twee jaar het bewijs van :

1° een bezettingsgraad van minstens 80 % van de gesubsidieerde huisvestingscapaciteit als ze bestemd is voor mannen en/of vrouwen die niet vergezeld zijn van kinderen;

2° een bezettingsgraad van minstens 70 % van de gesubsidieerde huisvestingscapaciteit als ze bestemd is voor mannen en/of vrouwen die vergezeld zijn van kinderen.

Om het bedrag van de subsidies te behouden die bedoeld worden in artikel 15, § 1 en § 2, eerste lid, van het decreet, levert het gemeenschapshuis over een periode van twee jaar het bewijs van :

1° een bezettingsgraad van minstens 70 % van de gesubsidieerde huisvestingscapaciteit als ze bestemd is voor mannen en/of vrouwen die niet vergezeld zijn van kinderen;

2° een bezettingsgraad van minstens 60 % van de gesubsidieerde huisvestingscapaciteit als ze bestemd is voor mannen en/of vrouwen die vergezeld zijn van kinderen.

Er wordt van uitgegaan dat een opvangtehuis of een gemeenschapshuis van kinderen vergezeld mannen of vrouwen onderbrengt als 25 % van het totaalaantal overnachtingen of meer kindervernachtingen zijn.

De documenten ter rechtvaardiging van de bezettingsgraden bedoeld in het tweede en het derde lid worden uiterlijk 31 januari van het derde erkenningsjaar aan de administratie overgemaakt.

Als de bezettingsgraad van een opvangtehuis of een gemeenschapshuis lager is dan de bezettingsgraden bedoeld in het tweede en het derde lid stemt het aantal plaatsen dat in overweging genomen worden voor de bepaling van de subsidies bedoeld in de artikelen 31 en 32 overeen met het effectief aantal bezette plaatsen tijdens de berekeningperiode.

Art. 50. Elke schending van de werkingsvoorwaarden bedoeld in de artikelen 20, 21, 22, 26 en 29 van het decreet heeft als gevolg dat de overtreders niet meer in aanmerking genomen wordt bij de berekening van de bezettingsgraad.

Art. 51. Elke schending van de voorwaarden bedoeld in de artikelen 25, 27 en 30 van het decreet houdt in dat de subsidies ter dekking van de werkingskosten met 25 % verminderd worden.

Art. 52. Elke schending van de voorwaarden bedoeld in artikel 28 van het decreet heeft als gevolg dat de subsidies bedoeld in artikel 15, § 1, en § 2, eerste lid, met 25 % verminderd worden.

Art. 53. Het verlies van de erkenning heeft als gevolg het verlies van de subsidies bedoeld in artikel 15, § 1, en § 2 van het decreet.

Art. 54. De vermindering of de afschaffing van de subsidies treedt pas in werking vanaf het jaar na de beslissing tot vermindering of afschaffing.

Art. 55. De voorstellen tot vermindering of intrekking van de subsidies bedoeld in artikel 15, § 1 en § 2, eerste lid, van het decreet worden onderzocht volgens de procedure bedoeld in afdeling 3 van hoofdstuk II.

Onder voorbehoud van het derde lid is elke beslissing tot vermindering of intrekking van de subsidies van toepassing vanaf 1 januari van het jaar na de beslissing.

In geval van intrekking van de erkenning heeft de beslissing tot intrekking van de subsidies onmiddellijk gevolg.

Art. 56. Artikel 14 is toepasselijk op het beroep tegen een beslissing tot vermindering of intrekking van de subsidies.

Afdeling 4. — Aanvragen tot afwijking

Art. 57. Op straffe van niet-ontvankelijkheid worden de aanvragen tot afwijking bedoeld in artikel 18, § 2, van het decreet ingediend d.m.v. het formulier opgenomen in bijlage 9.

HOOFDSTUK X. — Sluiting

Art. 58. § 1. Als de administratie voor de gevallen bedoeld in artikel 38, § 1, van het decreet een voorstel tot sluiting van een inrichting aan de Minister richt, stuurt ze hem een verslag ter rechtvaardiging van de dringende sluiting, een recent inspectieverslag alsmede, in voorkomend geval, elk nuttig gegeven.

De Minister geeft de beheerder en de burgemeester onmiddellijk kennis van de beslissing tot sluiting.

§ 2. Als de administratie voor de gevallen bedoeld in artikel 38, § 2, van het decreet een voorstel tot sluiting van een inrichting aan de Minister richt, geeft ze de beheerder kennis van dat voorstel.

Ze informeert hem ook over het feit dat hij over een termijn van 15 dagen beschikt om zijn geschreven opmerkingen aan de administratie te richten.

Het dossier wordt door de afgevaardigde-ambtenaar aangevuld met de geschreven opmerkingen van de beheerder.

Hij roept vervolgens de beheerder op bij ter post aangetekend schrijven of per brief afgegeven tegen ontvangstbewijs en vermeldt de plaats, de dag en het uur van de hoorzitting.

De oproeping vermeldt de mogelijkheid om zich door een raadsman te laten bijstaan.

De weigering te verschijnen of zijn verweermiddelen aan te voeren wordt in het proces-verbaal van verhoor geacteerd.

Het dossier wordt naar de beheerder gestuurd, eventueel aangevuld met elk bijkomend nuttig gegeven en stuk en vergezeld van het proces-verbaal van verhoor.

De beheerder beschikt over een termijn van vijftien dagen om zijn geschreven opmerkingen te doen gelden vooraleer het dossier aan de beslissing van de Minister onderworpen wordt.

Art. 59. Het beroep tegen een beslissing tot dringende sluiting wordt binnen dertig dagen na kennisgeving van de betwiste beslissing bij aangetekend schrijven aan de Minister gericht.

Het beroep vermeldt :

1° de naam, de hoedanigheid, de woonplaats of de zetel van de eisende partij;

2° het voorwerp van het beroep en een uiteenzetting van de feiten en middelen.

De Regering beslist binnen een termijn van twee maanden na de datum van ontvangst van het beroep.

De Minister roept de beheerder bij ter post aangetekend schrijven op en vermeldt de plaats, de dag en het uur van het verhoor door de afgevaardigde-ambtenaar.

De oproeping vermeldt de mogelijkheid om zich door een raadsman te laten bijstaan.

De weigering te verschijnen of zijn verweermiddel aan te voeren wordt in het proces-verbaal van verhoor geacteerd.

Art. 60. Als de beheerder van een inrichting van plan is de inrichting vrijwillig te sluiten, verwittigt hij de Minister uiterlijk drie maanden vóór de sluiting.

HOOFDSTUK XI. — *Commissie*

Art. 61. Deelname aan de zittingen van de Commissie of van het bureau geeft recht op presentiegeld, waarvan het bedrag bepaald wordt als volgt :

1° de voorzitter : 50 EUR;

2° de ondervoorzitters : 30 EUR;

3° de overige leden, behalve de vertegenwoordigers van de Regering en de administratie : 25 EUR.

Art. 62. De commissieleden krijgen hun reiskosten terugbetaald onder de volgende voorwaarden :

1° het gebruik van het openbaar vervoer geeft recht op terugbetaling op grond van de officiële tarieven;

2° het gebruik van een eigen voertuig of fiets geeft recht op een kilometervergoeding die berekend wordt overeenkomstig de tarieven vastgelegd bij de regelgeving die op de ambtenaren van het Waalse Gewest toepasselijk is.

Het Waalse Gewest komt niet op voor de dekking van de risico's i.v.m. het gebruik van een eigen voertuig.

Art. 63. § 1. Binnen de Commissie wordt een bureau opgericht dat zal instaan voor de organisatie van de vergaderingen, de voorbereiding van de agenda ervan en de coördinatie van de werkzaamheden.

§ 2. Het bureau bestaat uit de voorzitter, de ondervoorzitter, de secretaris en twee leden van de Commissie die door haar gekozen worden.

Art. 64. De deskundigen die de zittingen van de Commissie bijwonen en die er geen lid van zijn, worden gelijkgesteld met de Commissieleden voor de toekenning van presentiegeld en de terugbetaling van reiskosten.

HOOFDSTUK XII. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 65. § 1. Binnen dertig dagen na de inwerkingtreding van dit besluit geven de instellingen die beschikken over een erkenning verleend krachtens hoofdstuk I van Titel I van het programmadecreet van 17 december 1997 houdende verschillende maatregelen inzake sociale actie en sportinfrastructuren of die op 30 september 2000 beschikken over een erkenning als moederhuis verleend door het "Office de la Naissance et de l'Enfance" de administratie kennis van het aantal erkende plaatsen die ze respectievelijk besteden aan de verschillende opdrachten bedoeld in de artikelen 4 tot 7 van het decreet.

§ 2. Binnen dertig dagen na de inwerkingtreding van dit besluit geven de instellingen die gesubsidieerd worden krachtens hoofdstuk I van Titel I van het programmadecreet van 17 december 1997 houdende verschillende maatregelen inzake sociale actie en sportinfrastructuren of die op 30 september 2000 als moederhuis gesubsidieerd worden door het "Office de la Naissance et de l'Enfance" de administratie kennis van het aantal plaatsen dat ze wensen in aanmerking genomen te zien voor de bepaling van de krachtens artikel 31 of 32 gesubsidieerde huisvestingscapaciteit.

Bij gebrek aan kennisgeving :

1° wordt het bedrag van de subsidies van de opvangtehuizen of gemeenschapshuizen die erkend zijn krachtens hoofdstuk I van Titel I van het programmadecreet van 17 december 1997 houdende verschillende maatregelen inzake sociale actie en sportinfrastructuren berekend op grond van het aantal bedden tot bepaling van de categorie waarin ze eerder gesubsidieerd werden;

2° wordt het bedrag van de subsidies van de opvangtehuizen of gemeenschapshuizen die op 30 september 2000 als moederhuis erkend waren door het "Office de la Naissance et de l'Enfance" op de dag van de inwerkingtreding van dit besluit berekend op grond van het aantal plaatsen voor moeders en kinderen zoals in aanmerking genomen in bedoelde erkenning.

Art. 66. In afwijking van de artikelen 26 tot 28, 31 en 32 kan het personeel tewerkgesteld in een opvangtehuis of gemeenschapshuis dat niet over de vereiste titels beschikt, zijn activiteiten voortzetten na beslissing van de Minister. Als een subsidie wordt toegekend krachtens de artikelen 31 en 32, wordt de subsidie die overeenkomt met de titel van de werknemer gehandhaafd tot het einde van zijn contract. De aanvragen om afwijking worden ingediend binnen zes maanden na de datum van inwerkingtreding van dit besluit.

Art. 67. Als in een huisvestingsstructuur die vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit een moederhuis was een betrekking van niveau A1 bij dit besluit in een betrekking A2 omgezet wordt, blijft het opvangtehuis of het gemeenschapshuis de subsidie die met de titel van de werknemer overeenkomt genieten tot het einde van diens contract.

Art. 68. Niettegenstaande het programma bedoeld in artikel 30 blijft het aantal gesubsidieerde bedden gehandhaafd :

1° voor de opvangtehuizen en gemeenschapshuizen die erkend zijn krachtens hoofdstuk I van Titel I van het programmadecreet van 17 december 1997 houdende verschillende maatregelen inzake sociale actie en sportinfrastructuren;

2° voor de opvangtehuizen en gemeenschapshuizen die op 30 september 2000 als moederhuis erkend zijn door de "Office de la Naissance et de l'Enfance".

Art. 69. Overgangsmaatregel : zolang de begrotingskredieten de subsidiëring van de opvangtehuizen en gemeenschapshuizen niet toelaten overeenkomstig de bepalingen bedoeld in hoofdstuk IX :

1° worden de subsidies bedoeld in de artikelen 31 en 32 toegekend aan de opvangtehuizen en gemeenschapshuizen die op de dag van inwerkingtreding van dit besluit erkend zijn krachtens hoofdstuk I van Titel I van het programmadecreet van 17 december 1997 houdende verschillende maatregelen inzake sociale actie en sportinfrastructuren of die op 30 september 2000 als moederhuis erkend zijn door de "Office de la Naissance et de l'Enfance";

2° krijgen de opvangtehuizen die op 30 september 2000 als moederhuis erkend zijn door de "Office de la Naissance et de l'Enfance" bovendien een bijkomende subsidie die zo berekend wordt dat ze in aanmerking kunnen komen voor hetzelfde subsidiebedrag kunnen krijgen als het bedrag voorzien voor het jaar 2004. Dit bedrag wordt aan de index gekoppeld. Het bijkomende bedrag wordt prioritair toegekend krachtens artikel 33, vervolgens artikel 34, § 1, en tenslotte artikel 42. Het eventuele overschot wordt toegekend hetzij krachtens de artikelen 31, § 2 en § 3, of 35, hetzij voor de werkingskosten;

3° het saldo verkregen na aftrek van de bedragen bedoeld in 1° en 2° wordt verdeeld onder de opvangtehuizen die op de dag van inwerkingtreding van dit besluit erkend zijn krachtens hoofdstuk I van Titel I van het programmadecreet van 17 december 1997 houdende verschillende maatregelen inzake sociale actie en sportinfrastructuren of die op 30 september 2000 als moederhuis erkend zijn door de "Office de la Naissance et de l'Enfance" zodat ze in aanmerking kunnen komen voor de subsidie bedoeld in artikel 33 en 34, § 1;

4° het saldo verkregen na aftrek van de bedragen bedoeld in 1°, 2° en 3° wordt verdeeld onder de opvangtehuizen en gemeenschapshuizen naar rato van wat ze zouden mogen opeisen overeenkomstig hoofdstuk IX. Dit bedrag wordt prioritair toegekend krachtens artikel 42, vervolgens artikel 34, § 2 en § 3, en tenslotte artikel 35.

Art. 70. Dit decreet en dit besluit treden in werking :

1° op 1 oktober 2004 voor de opvangtehuizen, de gemeenschapshuizen en de opvangtehuizen van het gezinstype;

2° op 1 januari 2005 voor de nachtsielen, behalve hoofdstuk IX van het decreet en hoofdstuk XI van dit besluit, die in werking treden op 1 oktober 2004.

Art. 71. De Minister van Sociale Aangelegenheden is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 3 juni 2004.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,
Th. DETIENNE

Bijlage 1

Normen van toepassing op de lokalen, de collectieve uitrustingen en de hygiëne

Afdeling 1 : Gemeenschappelijke bepalingen

Artikel 1 :

De huisvestingsstructuur voldoet aan de hygiënenormen.

Artikel 2 :

Als eenzelfde gebouw bestemd is voor een opvangtehuis, een gemeenschapshuis, een nachtsiel en/of een opvangtehuis van het gezinstype, vormt elk van deze structuren een apart geheel.

Artikel 3 :

De lokalen worden regelmatig onderhouden en beschermd tegen vocht en insijpelingen.

Het verwarmingssysteem waarborgt onder alle weersomstandigheden minimum 18 °C in elke verblijfsruimte.

Het mag vlammen, gas noch stof veroorzaken.

Artikel 4 :

De lokalen worden verlucht en verlicht.

Alle lokalen die voor de ondergebrachte personen toegankelijk zijn, zijn voldoende elektrisch verlicht.

Artikel 5 :

De lokalen waar de activiteit geuren, damp, stoffen en lawaai veroorzaakt worden zo gebouwd en ingericht dat zoveel mogelijk hinder voorkomen wordt.

Artikel 6 :

Drinkwater is naar believen beschikbaar in de huisvestingsstructuur.

Artikel 7 :

De lokalen waar kinderen verblijven zijn niet-rokers-lokale.

Artikel 8 :

Er wordt voorzien in één of meer slaapkamers.

Artikel 9 :

Het beddengoed is altijd proper en wordt hoe dan ook om de vijftien dagen veranderd en telkens als het noodzakelijk is.

Het vuile linnengoed wordt afgevoerd de dag waarop het vervangen wordt.

Artikel 10 :

Er wordt voorzien in een verbanddoos.

Artikel 11 :

De inrichtende macht en/of de beheerder van een huisvestingsstructuur kan de lokalen sluiten wanneer een deel of het geheel ervan :

— gerenoveerd moet worden na brand, waterinsijpelingen, natuurlijke slijtage of schade te wijten aan o.a. een ramp;

— een tussenkomst van een gespecialiseerde instelling vereist om redenen van volksgezondheid.

Artikel 12 :

Als een beslissing tot tijdelijke sluiting door de inrichtende macht of de beheerder wordt genomen, wordt de administratie zo spoedig mogelijk in kennis gesteld :

— van de oorzaken, de sluitingsperiode (begin- en einddatum) en het soort lokaal;

— van de maatregelen genomen opdat de bijgebouwen en de huisvestingsplaats zouden of weer zouden voldoen aan de vereiste hygiëne- en kwaliteitsnormen;

— van de maatregelen genomen om de huisvesting van de in sociale moeilijkheden verkerende personen voort te zetten;

— het adres waar de huisvesting zich eventueel voortzet.

Artikel 13 :

De inrichtende macht en/of de beheerder stelt alles in het werk om de in sociale moeilijkheden verkerende personen via de volgens hen meest gepaste kanalen kennis te geven van de sluitingsperiodes en verstrekken personalia en verdere gegevens betreffende de verenigingen of administraties die opvang, huisvesting en/of sociale begeleiding bieden.

Afdeling 2 : Specifieke bepalingen voor de opvangtehuizen en gemeenschapshuizen**Artikel 14 :**

Er wordt voorzien in voldoende sanitaire installaties.

Deze installaties worden verlucht.

Elke huisvestingsstructuur beschikt hoe dan ook over :

— een wc voor tien ondergebrachte personen;

— een bad of douche voor twaalf ondergebrachte personen;

— een wasbak met warm en koud stromend water per schijf van vier ondergebrachte personen, toegankelijk voor iedereen.

De huisvestingsstructuur beschikt over aparte sanitaire installaties als zij niet verwante mannen en vrouwen opvangt.

De ondergebrachte personen kunnen dagelijks gebruik maken van de baden of douches.

Er worden voorzorgsmaatregelen genomen opdat de voorzieningen voor watertoevoer en -afvoer geen ongevallen zouden veroorzaken.

Het afvalwater wordt voortdurend afgevoerd overeenkomstig de hygiënenormen.

Artikel 15 :

In de collectieve kamers zorgen eventuele verplaatsbare scheidingsdelen voor een minimum aan intimiteit.

Artikel 16 :

Als een kamer meer bedden telt :

— is er minstens 60 centimeter ruimte in de breedte tussen de bedden voor volwassenen;

— is er minstens 80 centimeter ruimte in de breedte tussen de bedden voor volwassenen en de kinderbedden of tussen de kinderbedden.

De stapelbedden van maximum twee niveaus worden toegelaten, inzonderheid om de familiale herenigingen te bevorderen.

Deze bedden bieden voldoende veiligheids garanties.

Ze zijn niet bestemd voor kinderen onder 7 jaar op het bovenste niveau.

Er wordt voorzien in een ruimte van minstens 1,2 m tussen twee bedden.

De kamers hebben een grondoppervlakte van minstens 4 m² per persoon. Deze oppervlakte wordt teruggebracht tot 3 m² per persoon voor kamers met stapelbedden.

De bedden voor kinderen onder drie jaar (kinderbedden of wiegen) hebben ook een oppervlakte van minstens 2 m² per bed.

Artikel 17:

Elke kamer beschikt over minstens één bed per persoon en over ruimte voor een kleerkast per niet-verwante persoon.

Artikel 18:

Van de erkende huisvestingsplaatsen die een behandeling of renovatie nodig hebben binnen een termijn van minder dan 30 opeenvolgende dagen wordt beschouwd dat ze door een begunstigde bezet zijn. Ze worden dan opgenomen in de berekening van de bezettingsgraad.

Deze beschikking wordt beperkt tot 30 dagen per kalenderjaar en onderworpen aan het voorafgaandelijk akkoord van de Minister.

Artikel 19:

De dieren waarvan de aanwezigheid uitdrukkelijk wordt toegelaten in het huishoudelijk reglement hebben geen toegang tot de keukens, de lokalen waar de voeding wordt bewaard, de eetkamer en eventuele verzorgingslokalen.

Artikel 20:

Als er kinderopvang is, omvat de installatie van de bijgebouwen een ruimte die speciaal aan hun behoeften aangepast is.

Als het opvangtehuis of het gemeenschapshuis ouders huisvest die vergezeld zijn van kinderen onder drie jaar, dient het een lokaal in te richten dat speciaal uitgerust is voor de kinderen.

Vanaf 10 aanwezige kinderen wordt een lokaal bestemd voor ludieke en educatieve activiteiten. Dit lokaal kan zich in een gebouw apart van de huisvestingsplaats bevinden.

De lokalen bedoeld in de vorige leden komen onder de verantwoordelijkheid van één of meer personeelsleden te staan.

Artikel 21:

De woonkamer is gescheiden van de andere lokalen.

Artikel 22:

Er wordt voorzien in voldoende huishoudapparatuur.

De kookplaats(en) wordt (worden) ingericht om de ondergebrachte personen niet met geuren te hinderen.

De huishoudafval mag niet in contact komen met de grondstof die gebruikt wordt om de gerechten klaar te maken, noch opgeslagen worden in de lokalen waar de grondstof zich bevindt.

Afdeling 3: Specifieke bepalingen voor de opvangtehuizen van het gezinstype :

Artikel 23:

De in sociale moeilijkheden verkerende personen hebben toegang tot een woonlokaal of een lokaal bestemd voor het koken.

Artikel 24:

Dieren hebben geen toegang tot de kamers waar maaltijden worden klaargemaakt, noch tot de lokalen waar voedsel wordt bewaard en maaltijden gebruikt.

Afdeling 4: Specifieke bepalingen voor de nachtsielen :

Artikel 25:

Elk nachtsiel beschikt over minstens één wc voor 10 ondergebrachte personen.

Artikel 26:

Als het gebouw dat voor het nachtsiel bestemd is overdag gebruikt wordt om een ander behoeftig publiek te helpen dan datgene dat in het nachtsiel ondergebracht wordt, zijn de huisvestingsplaatsen niet toegankelijk voor het publiek dat het gebouw bezoekt.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 3 juni 2004 tot uitvoering van het decreet van 12 februari 2004 betreffende de opvang van, het verschaffen van een onderkomen aan en de begeleiding van in sociale moeilijkheden verkerende personen.

Namen, 3 juni 2004.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,
Th. DETIENNE

Bijlage 2A

Het collectieve begeleidingsproject

Algemene voorstelling :**1. Het huis :**

- Context van de oprichting ervan, ter informatie :
 - historiek, filosofische opties, theoretische verwijzingen, varia,
- Geografische ligging, ter informatie :
 - lokalisering in de sociaal-economische omgeving,
- Enkele gegevens over de vestigingsgemeente(n), ter informatie :
 - bevolking, aantal werkzoekenden met uitkering, aantal leefloongerechtigden, anderen.

2. Kenmerken van het project :

- Doelpubliek :
- Intern of in partnerschap gevoerde specifieke activiteiten in het kader van :
 - de begeleiding van kinderen,
 - de noodopvang of 24 u./24 u.,
 - de ontwikkeling van een na-opvang dienst.

3. Gebruik van de hulpbronnen om het project beter te beheren :

- Infrastructuur :
- Effectieve en potentiële externe hulpbronnen :
 - lijst van de sociale partners;
 - inschrijving in een federatie of een netwerk van sociale actoren.
- Menselijke hulpbronnen :
 - A. het personeel :
Functioneel en hiërarchisch organogram van de al dan niet gesubsidieerde personeelsleden, mandaat toevertrouwd aan de Directeur door de inrichtende macht. Management en uurroosters;
 - B. de vrijwilligers
 - a) lijst van vrijwilligers;
 - b) maatregelen genomen in het kader van de samenwerking, het overleg en de coördinatie van de vrijwilligers;
 - c) allerlei.

4. De opvang :

- Organisatie van de opvang van de persoon (personen) die om huisvesting vragen en meer bepaald van de kinderen.

5. De opname :

- Opname, niet-opname en oriëntatie,
- Samenwerkingen, coördinaties en overleg in verband met de sociale, administratieve, pedagogische en financiële opname van de persoon of de familie, ter informatie :
 - tussen de werknemers van het huis;
 - tussen de werknemers en de vrijwilligers;
 - tussen de werknemers van het huis en de externe maatschappelijke interveniënten, frequentie van de vergaderingen en verdeling van de taken.
- Betrokkenheid van de persoon of het gezin tijdens het verblijf.
- Manier om sociale autonomie te verwerven, ter informatie :
 - beheer van de gezinsdynamiek;
 - beheer van het beeld;
 - beheer van de communicatie;
 - beheer van de omgeving;
 - coördinatie van de opname van de ondergebrachte personen.

6. Verblijfsvoorwaarden van de ondergebrachte personen :

- huisvesting, soort kamer :
 - voorbehouden aan de individuele of collectieve noodopvang;
- maaltijden :
 - collectief of individueel klaargemaakt;
 - naleving van de diëten en religieuze of ideologische overtuigingen;
 - pedagogie ontwikkeld rond de notie "evenwichtige maaltijd" voor volwassenen en kinderen;
 - beheer van het voedingsbudget door de ondergebrachte personen tijdens hun verblijf, leertype voor na het verblijf;
- lichaamshygiëne :
 - douches, wc en individuele of collectieve wasbakken;
 - pedagogie ontwikkeld rond de notie "lichaamshygiëne" voor volwassenen en kinderen, apparaten ter beschikking gesteld door het huis;
- onderhoud van bijgebouwen en kamers :
 - pedagogie ontwikkeld rond de notie "onderhoud van woonmilieu";
- activiteiten binnen of buiten het huis, ter informatie :
 - opvoedkundige-, culturele- en of sportieve activiteiten.

7. De raad van de ondergebrachte personen :
 - animatieverantwoordelijke;
 - lokaal, frequentie van de vergaderingen, secretariaat;
 - besproken thema's;
 - voorstellen van de ondergebrachte personen.
8. Het vertrek :
 - voorbereiding en regeling tijdens het verblijf;
 - stappen ondernomen met de mensen waarvoor het einde van het verblijf door het huis wordt betekend.
9. Evaluatiemodaliteiten van het project van collectieve begeleiding :
 - Wie en met welk mandaat ?
 - Hoe wordt dit geformaliseerd ?

Opkomst van nieuwe problematieken

1. Identificatie van de problematieken :
 - welke ontwikkelingen inzake sociale moeilijkheden hebben jullie vastgesteld wat jullie doelpubliek betreft ?
 - blijven bepaalde huisvestingsaanvragen onbeantwoord ? Hoe zouden jullie het publiek kenmerken dat geen toegang krijgt tot jullie huis ?
 - ervaren jullie belangrijke hindernissen op pedagogisch en sociaal vlak wat jullie samenwerking met de lokale actoren betreft ? Zijn deze hindernissen het gevolg van een gebrek aan zichtbaarheid of van tegengestelde werkwijzen ?
2. Bemerkingen over het uitgevoerde werk :
 - kan jullie collectieve begeleidingsproject niet aangepast worden om in te spelen op de huisvestingsaanvragen die onbeantwoord blijven ?
 - zijn de gebruikte sociale werkmethodes afgestemd op de moeilijkheden die de ondergebrachte personen ondervinden ?
 - hoe denken jullie erover om jullie imago bij het publiek en jullie partners te verbeteren ?
3. Opstellen van het project :
 - rekening houdende met de snelle evolutie van de sociale en economische omgeving, op welke interne hefboom denken jullie te moeten werken om deze evolutie tegemoet te komen ?
 - welk project wensen jullie voort te zetten of te ontwikkelen rekening houdende met de moeilijkheden waarmee jullie te kampen hebben inzake beheer van huisvestingsaanvragen of huisvestingen ?

Advies van het personeel

Advies van de vrijwilligers

Advies van de Raad van gehuisveste personen over elk punt, behalve de punten 1, 2 en 3 van de algemene voorstelling

Bijlage 2B

Het collectieve huisvestingsproject

A. Algemene voorstelling

1. Het nachtasiel :
 - a) Historiek en voorstelling.
 - b) Inschrijving in een netwerk van actoren die de sociale nood beheren. Opsomming van de partners en overeenkomsten.
2. Kenmerken van het project :
 - a) ondergebracht publiek;
 - b) antwoorden op de huisvestingsaanvragen :
 - wat de structuur betreft;
 - wat de contactpunten betreft.
3. Hulpbronnen :
 - a) Menselijke hulpkrachten :
 - Het personeel :
 - a) functioneel en hiërarchisch organogram;
 - b) rol en functies van de maatschappelijke interveniënten;
 - c) maatregelen genomen in het kader van de samenwerking, het overleg en de coördinatie van het personeel.
 - De vrijwilligers :
 - a) lijst van de vrijwilligers;
 - b) maatregelen genomen in het kader van de samenwerking, het overleg en de coördinatie van de vrijwilligers.
4. Huisvestingsvoorwaarden :
 - a) Huisvesting :
 - i) soort kamer
 - ii) allerlei.
 - b) Maaltijd (indien aangeboden) :
 - i) soort maaltijd

- ii) allerlei.
- c) sanitaire installaties.
- 5. Modaliteiten voor de evaluatie van het collectieve huisvestingsproject :
 - a) Wie en met welk mandaat ?
 - b) Hoe wordt dit geformaliseerd ?

B. Nieuwe problematieken

1. Identificatie van de problematieken :
 - welke ontwikkelingen inzake sociale moeilijkheden hebben jullie vastgesteld wat jullie doelpubliek betreft?
 - blijven bepaalde huisvestingsaanvragen onbeantwoord ? Hoe zouden jullie het publiek kenmerken dat geen toegang krijgt tot jullie nachtasiel ?
2. Bemerkingen over het uitgevoerde werk :
 - kan jullie collectieve begeleidingsproject niet aangepast worden om in te spelen op de huisvestingsaanvragen die onbeantwoord blijven ?
 - zijn de gebruikte sociale werkmethodes afgestemd op de moeilijkheden die de ondergebrachte personen ondervinden ?
 - hoe denken jullie erover om jullie imago bij het publiek en jullie partners te verbeteren ?
3. Opstellen van het project :
 - rekening houdende met de snelle evolutie van de sociale en economische omgeving, op welke interne hefboom denken jullie te moeten werken om deze evolutie tegemoet te komen ?
 - welk project wensen jullie voort te zetten of te ontwikkelen rekening houdende met de moeilijkheden waarmee jullie te kampen hebben inzake beheer van huisvestingsaanvragen of huisvestingen ?

C. Advies van de personeelsleden

D. Advies van de vrijwilligers

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 3 juni 2004 tot uitvoering van het decreet van 12 februari 2004 betreffende de opvang van, het verschaffen van een onderkomen aan en de begeleiding van in sociale moeilijkheden verkerende personen.

Namen, 3 juni 2004.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,
Th. DETIENNE

Bijlage 3

Huishoudelijk reglement

Het huishoudelijk reglement bepaalt :

- de rechten en plichten van de ondergebrachte personen;
- de rechten en plichten van de directeur en/of diens vertegenwoordiger (...);
- de rechten en plichten van de inrichtende macht.

Het reglement vermeldt :

A. Wat de huisvestingsstructuur betreft :

- de benaming, de bedrijfszetel(s) of maatschappelijke zetel, zijn lokalisatie en zijn werkingstitel;
- de naam van de directrice (directeur);
- de beknopte beschrijving van de huisvestingsstructuur, haar openingsdagen en -uren;
- de maatregelen genomen om de fysieke veiligheid van de personen binnen de huisvestingsstructuur te garanderen.

B. Wat de huisvesting betreft :

- de na te leven regels betreffende het gemeenschapsleven;
- een korte beschrijving van het dagelijks leven van een ondergebrachte persoon binnen de structuur;
- het naleven van het privé-leven van de ondergebrachte personen, van hun intimiteit en wat voorzien is voor het uitoefenen van fundamentele rechten (recht van bewaring, oudersbezoek, enz.);
- de modaliteiten voor het tot stand brengen en de animatie van de raad van ondergebrachte personen;
- de opsomming van de verplichtingen van de verantwoordelijke van het huis in het kader van de financiële bijdrage, het inkijken van het dossier van de ondergebrachte personen, de vrijheid om aan de raad van ondergebrachte personen en aan "vormende" of "bezigheids-" werkgroepen deel te nemen;
- het adres van de dienst van de gewestelijke administratie waar klachten kunnen ingediend worden;
- het adres van de burgemeester die bevoegd is om klachten in ontvangst te nemen.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 3 juni 2004 tot uitvoering van het decreet van 12 februari 2004 betreffende de opvang van, het verschaffen van een onderkomen aan en de begeleiding van in sociale moeilijkheden verkerende personen.

Namen, 3 juni 2004.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,
Th. DETIENNE

Bijlage 4

Model van brandattest**Deel 1**

(Dit deel moet ingevuld worden vóór de afgifte van het attest door de burgemeester)

Ondergetekende

Hoofd van de brandweerdienst van en in.....

..... verklaart dat het opvangtehuis* - gemeenschapshuis* - opvangtehuis van het gezinstype* - nachtasiel* - voor in sociale moeilijkheden verkerende personen te straat nr.

Eerste mogelijkheid**

a) de maatregelen inzake veiligheid en brandbescherming zijn voldoende voor de huisvesting van in sociale moeilijkheden verkerende personen;

Tweede mogelijkheid**

b) de maatregelen inzake veiligheid en brandbescherming zijn onvoldoende voor wat betreft de punten hieronder vermeld :

-
-
-
-
-

Om deze redenen zou het opstarten - het voortzetten van de activiteiten van de huisvestingsstructuur - niet toegelaten mogen worden.*

Wat betreft de punten hieronder vermeld :

-
-
-
-
-

Deze redenen vormen volgens mij geen beletsel voor het opstarten van de huisvestingsstructuur - voor het voortzetten van de activiteiten van de huisvestingsstructuur voor een huisvesting van maximum in sociale moeilijkheden verkerende personen.

Hier zal echter aan voldoen moeten worden binnen een termijn van**

Hoe dan ook, als de huisvestingsstructuur aan de punten hierboven voldoet en toezicht op de uitvoering ervan wordt uitgeoefend**, zal ze aan de maatregelen inzake veiligheid en brandbescherming voldoen.

Het Hoofd van de brandweerdienst

(datum en ondertekening)

(*) Schrappen wat niet van toepassing is.

(**) Schrappen wat niet van toepassing is en invullen.

Deel 2

(Deel voorbehouden aan de burgemeester)

Gelet op het attest ingevuld door
 Hoofd van de brandweerdienst, op betreffende het opvangtehuis* - het gemeenschapshuis*
 - het opvangtehuis van het gezinstype* - het nachtasiel* - naam en beheerd door

Ondergetekende, Burgemeester van

Eerste mogelijkheid*

a) gaat akkoord met het verslag van de brandweerdienst in deel 1 :

Tweede mogelijkheid*

b) gaat niet akkoord met het verslag van de brandweerdienst in deel 1 om volgende redenen :.....

-
-
-

Bijgevolg,

Eerste mogelijkheid**

a) het opstarten - het voortzetten van de activiteiten van de bovengenoemde huisvestingsstructuur - wordt toegelaten voor de huisvesting van in sociale moeilijkheden verkerende personen voor een periode van 4 jaar ** - van (te bepalen als het gaat over een periode van minder dan 4 jaar).

Tweede mogelijkheid**

b) het opstarten - het voortzetten van de activiteiten van bovengenoemde huisvestingsstructuur - wordt toegelaten voor de huisvesting van maximum in sociale moeilijkheden verkerende personen voor een periode van en tot
Tijdens die periode moet inzake veiligheid en brandbescherming aan de volgende punten voldaan worden :

-
-
-
-
-

Het toezicht wordt door het Hoofd van de brandweerdienst uitgeoefend.

Derde mogelijkheid*

c) Het opstarten - het voortzetten van de activiteiten - wordt niet toegelaten*.

De Burgemeester,
(datum en ondertekening)

(*) Schrappen wat niet van toepassing is.

(**) Schrappen wat niet van toepassing is en invullen.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 3 juni 2004 tot uitvoering van het decreet van 12 februari 2004 betreffende de opvang van, het verschaffen van een onderkomen aan en de begeleiding van in sociale moeilijkheden verkerende personen.

Namen, 3 juni 2004.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,
Th. DETIENNE

Bijlage 5

Het geïndividualiseerde begeleidingsproject

Het geïndividualiseerde begeleidingsproject beoogt een verduidelijking van de relaties tussen de verantwoordelijken van het huis, de psychosociale interveniënten of anderen die ontvangende partij zijn bij uw begeleiding tijdens het verblijf in het huis.

Wij zien ons genoodzaakt om de taken te verdelen in het kader van de administratieve, sociale en financiële regularisatie van uw persoonlijke toestand of van die van één van uw gezinsleden die in het huis verblijft en om een tijdschema op te stellen voor de verwezenlijking ervan.

Daarom moeten wij na uw eerste maand van verblijf in een geschreven document de verschillende oriëntaties vastleggen die wij zullen volgen om de doelstellingen te halen.

(..) Het gaat over het betuigen van uw instemming met de doelstellingen dat het huis en eventueel de externe interveniënten met u vastleggen om uw toestand en uw projecten te doen evolueren.

De duur van het verblijf in een huis is altijd beperkt in de tijd. De tijd is kostbaar en we moeten hem ten volle benutten.

Tijdens haar/zijn verblijf in het huis "....."
gaat Mevrouw, Juffrouw, Mijnheer de verbintenis
aan om volgende stappen te ondernemen :

— op administratief vlak, planning van de stappen te ondernemen binnen een termijn van
vanaf het afsluiten van het project :

.....

.....

.....

— op financieel vlak, planning van de stappen te ondernemen binnen een termijn van
vanaf het afsluiten van het project :

.....

.....

.....

— op sociaal vlak, planning van de stappen te ondernemen binnen een termijn van
vanaf het afsluiten van het project :

.....

.....

.....

Het personeel van het huis verbindt zich ertoe alles in het werk te stellen om de ondergebrachte persoon of zijn gezin te helpen evolueren in het beheer van zijn moeilijkheden of om ze in orde te brengen. Daarom plant het de uitvoering van verschillende taken binnen een periode van dagen of maanden.

— op administratief vlak, planning van de te ondernemen stappen :

.....

— op financieel vlak, planning van de te ondernemen stappen :

.....

— op sociaal en pedagogisch vlak, planning van de te ondernemen stappen :

.....

De externe interveniënt(en) dragen bij tot de verwezenlijking van het geïndividualiseerde begeleidingsproject door hulp te bieden in verband met hun bevoegdheden :

— op administratief vlak :

.....

— op financieel vlak :

.....

— op sociaal en pedagogisch vlak :

.....

Het geïndividualiseerde begeleidingsproject kan elk ogenblik herzien worden op verzoek van één van de opstellers ervan.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 3 juni 2004 tot uitvoering van het decreet van 12 februari 2004 betreffende de opvang van, het verschaffen van een onderkomen aan en de begeleiding van in sociale moeilijkheden verkerende personen.

Namen, 3 juni 2004.

De Minister-President,
 J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
 De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,
 Th. DETIENNE

Bijlage 6

Aanwezigheidsboek

De vorm van het boek wordt door het huis bepaald.

Het moet minstens van formaat A4 zijn en gemakkelijk te raadplegen zijn door de inspectiediensten.

Er wordt een aanwezigheidsblad opgesteld voor elke ondergebrachte persoon ouder dan 18 jaar.

Het ziet eruit als volgt :

Aanwezigheidsblad

Identiteit van de ondergebrachte persoon :, leeftijd,
 aantal personen ten laste die hem vergezellen

Aankomstdatum in het huis :

”ondertekening...”

Aantal overnachtingen :

Periode	Aantal overnachtingen op een maand	Ondertekening van de verantwoordelijke	Ondertekening van de ondergebrachte persoon
1e maand van aanwezigheid			
2e maand			
3e maand			
4e maand			
5e maand			

Periode	Aantal overnachtingen op een maand	Ondertekening van de verantwoordelijke	Ondertekening van de ondergebrachte persoon
6e maand			
Totaal			

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 3 juni 2004 tot uitvoering van het decreet van 12 februari 2004 betreffende de opvang van, het verschaffen van een onderkomen aan en de begeleiding van in sociale moeilijkheden verkerende personen.

Namen, 3 juni 2004.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,
Th. DETIENNE

Bijlage 7

Berekeningsmethode en in aanmerking komende uitgaven voor de tariefbepaling van aangeboden diensten

In deze bijlage dient men te verstaan onder :

— referentiejaar : jaar ter bepaling van de in aanmerking komende kost en van het aantal overnachtingen. Het begint op 1 januari en eindigt op 31 december van het jaar dat voorafgaat aan het jaar van toepassing van de nieuwe tarifiering;

— in aanmerking komende kosten : kosten ter bepaling van kost en inwoning. Ze worden opgenomen in de tabel hieronder. Deze tabel wordt ingevuld op grond van de informatie vermeld in de balans en resultatenrekening van het referentiejaar goedgekeurd door de inrichtende macht (algemene vergadering, raad voor sociale hulpverlening of college van burgemeester en schepenen). Als de verantwoordelijke van een opvangtehuis van het gezinstype een natuurlijke persoon is, moet hij de in aanmerking komende kosten voor waar en oprecht verklaren;

— aantal overnachtingen : aantal geregistreerde overnachtingen per opvangtehuis, gemeenschapshuis en opvangtehuis van het gezinstype tijdens het referentiejaar.
De werkelijke kost van kost en inwoning wordt bepaald door de som van de in aanmerking komende kosten te delen door het totaal aantal overnachtingen.

Hij wordt berekend tijdens de eerste twee maanden van het kalenderjaar en treedt in werking uiterlijk 1 april.

Overnachtingen tijdens het referentiejaar	
Kosten Huisvesting en inwoning	
Huur of afschrijving van het gebouw	
Huurkosten	
Verwarming	
Elektriciteit	
Kabeltelevisie	
Telefoon met aftrek van de eventuele tussenkomst in de kosten door de gebruikers	
Water	
Aankoop van meubilair	
Afschrijving aankoop meubilair	
Beddengoed en ondergoed	
Waskosten met aftrek van de eventuele tussenkomst in de kosten door de gebruikers	
Uitrusting voor kinderverzorging	
Benodigheden eerste hulp en eerste zorgen (medicijnkastje)	
Onderhoudsproducten	
Valorisering roerende giften*	
Onderhoud en herstelling gebouw of afschrijving ervan	
Onderhoud en herstelling van het materieel of afschrijving ervan	
Onderhoud en herstelling meubilair	
Afschrijving herstelwerkzaamheden	
Aankoop, installatie, onderhoud en herstelling van het materieel of de veiligheidsinstallaties of de afschrijving ervan	
Aankoop klein materieel	
Verzekeringen in verband met de huisvesting	
Belastingen in verband met de huisvesting	
Onroerende voorheffing	
Deel van de kosten van rollend materieel in verband met de huisvesting	
Afschrijving rollend materieel in verband met het vervoer van de ondergebrachte personen	

80 % van de oninvorderbare schulden van de ondergebrachte personen	
Deel ten laste van de inrichting van de loonkost van het technisch personeel (conciërgewoning, onderhoud, keuken en werkmans) in verband met de huisvesting	
Aankoop voeding (met inbegrip van de kindervoeding)	
Valorisering giften voeding *	
Allerlei *	

* Geef een korte beschrijving ter rechtvaardiging van dit punt.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 3 juni 2004 tot uitvoering van het decreet van 12 februari 2004 betreffende de opvang van, het verschaffen van een onderkomen aan en de begeleiding van in sociale moeilijkheden verkerende personen.

Namen, 3 juni 2004.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,
Th. DETIENNE

Bijlage 8

Kwalificatie- en vormingsvereisten voor het personeel

Opvoeder klasse 1

De houders van een eindexamen of -getuigschrift van het hoger universitair of niet-universitair onderwijs met pedagogische, psychologische, sociale of paramedische oriëntering, met volledig leerplan of voor sociale promotie, met uitzondering van het diploma van bibliothecaris-documentalist, van het getuigschrift en van het diploma van pedagogische bekwaamheid.

Opvoeder klasse 2

Uitsluitend de opvoeders van klasse 2 die reeds in een erkende inrichting in dienst waren op 1 januari 1976 en houders van één van de volgende titels :

- diploma of getuigschrift van een school of van een technische hogere secundaire cursus met pedagogische, psychologische of sociale oriëntering;
- attest van verpleger(ster) of van kinderverzorgster voorzover deze zich bezighouden met kinderen van 0 tot 6;
- diploma, getuigschrift of gelijkwaardige titel van minstens het gewoon basisonderwijs voorzover de titularissen van deze titels zich bezighouden met kinderen van 3 tot 6 jaar;
- diploma van het gewoon kleuteronderwijs.

Opvoeders klasse 2A

De houders van één van de volgende titels :

- diploma bezorgd door een universiteit of door een inrichting behorende tot het hoger onderwijs van het lange type als de studiecyclussen minstens 4 jaar bevatten;
- eindexamen of -getuigschrift van het hoger secundair onderwijs met pedagogische, psychologische, sociale of paramedische oriëntering;
- attest van verpleger(ster);
- attest van kinderverzorgster voorzover deze zich bezighoudt met kinderen van 0 tot 6 jaar;
- de opvoeders met 10 jaar anciënniteit in de klasse 2B.

Opvoeder klasse 2B

- de houders van een eindexamen of -getuigschrift van het hoger secundair onderwijs (algemeen of technisch onderwijs);
- de opvoeders klasse 3, de kinderverzorgsters, de ziekenoppassers en de sanitaire- en gezinshelpsters met 10 jaar anciënniteit in één van deze functies.

Opvoeder klasse 3

De houders van één van de volgende titels :

- eindexamen of -getuigschrift van het hoger secundair onderwijs (algemeen of technisch onderwijs);
- eindattest of getuigschrift (met vrucht beëindigd) van het hoger secundair beroepsonderwijs;
- de sanitaire en gezinshelpsters, de ziekenoppassers, houders van één van de volgende titels :
- attest van sanitaire en gezinshelpster of hulpkracht of kwalificatiegetuigschrift van sanitaire en gezinsassistente;
- getuigschrift van ziekenoppasser of attest van ziekenverpleger(ster) of attest van assistent in ziekenhuiszorgen.

Maatschappelijk assistent

De houders van het diploma dat die titel verleent.

Licentiaat in de menswetenschappen

De houders van het diploma dat die titel verleent.

Directeur

— De houders van een eindexamen of -getuigschrift van het hoger universitair of niet-universitair onderwijs met pedagogische, psychologische, sociale of paramedische oriëntering, met volledig leerplan of voor sociale promotie, die de twee volgende voorwaarden vervullen :

- het bewijs leveren van minstens drie jaar dienstanciënniteit in een educatieve, sociale, pedagogische, psychologische of paramedische functie in de sector personeelzorg;

— De directeurs die op de datum van bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad*, als directeur waren aangeworven en die op die datum over de vereiste kwalificaties voor de uitoefening van deze functie beschikten.

Kinderverzorger(ster)

De houders van het diploma dat die titel verleent.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 3 juni 2004 tot uitvoering van het decreet van 12 februari 2004 betreffende de opvang van, het verschaffen van een onderkomen aan en de begeleiding van in sociale moeilijkheden verkerende personen.

Namen, 3 juni 2004.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,
Th. DETIENNE

Bijlage 9

Aanvraagformulier om afwijking van de verblijfsduur

1. Adres en verdere gegevens betreffende van het opvangtehuis

1.1. Benaming :

1.2. Adres :

1.3. Telefoon :

2. Begunstigde(n) van de aanvraag om afwijking

<u>Naam en voornaam</u>	<u>Geboortedatum</u>	<u>Nationaliteit</u>	<u>Verwantschap</u>

2.2 Ondergebracht in het opvangtehuis sinds :

2.3 Verlenging gewenst tot :

2.4 Eerste, tweede of derde aanvraag tot verlenging met 90 nachten (*)

2.5 Gaat het om een eerste verblijf in een erkende huisvestingsstructuur in het kader van het decreet "opvang van, verschaffen van een onderkomen aan en begeleiding van in sociale moeilijkheden verkerende personen" ?

JA - NEEN - ONBEKEND (*)

2.6 Indien neen, gelieve data en duur van de vorige verblijven in uw instelling te bepalen en indien mogelijk in de andere huisvestingsstructuren (aantal dagen) :

In uw opvangtehuis :

van tot hetzij dagen

van tot hetzij dagen

van tot hetzij dagen

In een andere huisvestingsstructuur :

van tot hetzij dagen

in de

van tot hetzij dagen

in de

van tot hetzij dagen

in de

3. Sociale en administratieve toestand aan het einde van de toegelaten verblijfsperiode

3.1. Op administratief en financieel vlak :

Vastgelegde doelstellingen :
.....
.....
.....

Bereikte doelstellingen :
.....
.....
.....

3.2 Op sociaal en pedagogisch vlak :

Vastgelegde doelstellingen :

.....

Bereikte doelstellingen :

.....

3.3 Lijst met de tussenkomsten van de partners aanwezig of niet in het geïndividualiseerde begeleidingsproject :

.....

4. Voornaamste doelstellingen tijdens de verlenging vastgelegd bij de persoon(en) :

.....

5. Uiteenzetting van de omstandigheden die aanleiding hebben gegeven tot de aanvraag :

.....

6. Uiteenzetting van de te nemen sociale maatregelen om de nieuwe termijn te halen**6.1 Administratieve en financiële problemen :**

Nagestreefde doelstellingen :

.....

6.2 Sociale en pedagogische problemen :

Nagestreefde doelstellingen :

.....

6.3 Problemen in verband met de gezondheid of een handicap :

Nagestreefde doelstellingen :

.....

6.4 Werkwijze voor het zoeken naar een meer aangepaste woning of huisvesting :

Wordt er gedacht aan een verblijf in een gemeenschapshuis ? Indien ja, in welk huis.

.....

Datum :

Verantwoordelijke sociale medewerker

De begunstigde :

Ondertekening :

Ondertekening :

De Directeur :**Ondertekening :**

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 3 juni 2004 tot uitvoering van het decreet van 12 februari 2004 betreffende de opvang van, het verschaffen van een onderkomen aan en de begeleiding van in sociale moeilijkheden verkerende personen.

Namen, 3 juni 2004.

De Minister-President,
 J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
 De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,
 Th. DETIENNE